

23^e Rencontre Internationales de Jeunes du 29 juillet au 4 août à Pérouse (Italie)

Nous avons réalisé l'interview de Brune, membre de la « Sinistra Critica » (tendance du Parti de la Refondation Communiste - PRC) en Italie, organisatrice des Rencontres Internationales de Jeunes 2006, à Pérouse, du 29 juillet au 4 août.

Dans quel contexte avez-vous et finissez-vous de préparer ce camp de la Quatrième Internationale ?

Toute la gauche est secouée en ce moment par les débats sur les premières mesures du nouveau gouvernement. La coalition menée par Prodi, qui a gagné de justesse les dernières élections, annonce des mesures qui vont dans la continuité de la politique de Berlusconi... En particulier, ces jours-ci, la proposition de refinancer (et augmenter) la mission italienne en Afghanistan et les mesures économiques : coupes aux projets sociaux, baisses de cotisations pour les impôts, privatisations dans tous les sens... Et c'est reparti !

Le problème c'est que cette fois, Rifondazione est au gouvernement, et par souci de maintien de l'alliance, ses députés et sénateurs ont annoncé, par exemple, qu'ils voteraient le refinancement pour l'Afghanistan. Seuls quelques dissidents, dont, évidemment, les trois de « Sinistra Critica », notre Plateforme dans « Rifondazione », s'y opposent.

Le climat du camp sera donc déterminé par la présence de jeunes qui ont participé à beaucoup de mouvements cette année : l'énorme mouvement étudiant d'octobre

(le plus grand depuis dix ans – mais évidemment pas comparable au mouvement contre le CPE...), les mouvements territoriaux comme les NO TAV contre le désastre économique et écologique provoqué par le projet d'une ligne de fret à grande vitesse Lyon – Turin, les mouvements des femmes et LGBT pour la liberté de choix, et contre l'ingérence du Vatican... En somme, par toutes ces expériences d'une part, et de l'autre par les questions posées par l'entrée de Rifondazione dans ce gouvernement.

Quelle « couleur » va avoir le camp cette année du fait qu'il se passe en Italie ?

Nous avons essayé, dans le programme, de garder beaucoup de moments de partages des expériences du mouvement, avec les deux séries d'ateliers quotidiens, mais aussi de mettre en valeur la formation : avec toutes les questions qui traversent le mouvement, « disobbedienza », l'« empire », la « non-violence » [concepts développés par certains courants altermondialistes et assez forts en Italie, ndlr], nous avons besoin de donner de bonnes armes de débat aux nouveaux militants... Mais

des moments de relax sont également prévus, pour continuer les discussions tranquillement !

Combien de monde attendez-vous, combien de nationalités ?

Presque tous les camarades sont

partis aux quatre coins de l'Italie pour faire les conférences locales des Giovani Comunisti [Jeunesses Communistes, liées au PRC, ndlr]. La plateforme « Sinistra Critica », lancée par les camarades de la Quatrième Internationale, a reçu 3000 votes au congrès du PRC l'année dernière. C'est cette plateforme dans son ensemble qui prépare et participe au camp cette année. C'est une nouveauté qui nous permet de toucher beaucoup plus de jeunes dans l'organisation et en dehors. Partout où on le présente, le camp a du succès, et nous sommes les seuls en Italie à organiser des rencontres de cette ampleur.

On attend entre 500 et 600 personnes, d'Italie bien sûr, mais aussi du Portugal, de l'État espagnol, d'Angleterre, du Danemark, de Grèce, de Suède, d'Allemagne, d'Ecosse, de Suisse, de Suède... Et de France, vous serez très nombreux, paraît-il. Notre grand problème, après votre mouvement contre le CPE, c'était de réussir à être plus que vous !

Pourquoi venir au camp ?

Pour discuter avec des Italiens du mouvement contre la Moratti [réforme des universités, équivalent au LMD en France, ndlr], avec des Grecs qui ont organisé le dernier Forum Social Européen, avec les Anglais qui construisent Respect [coalition de gauche radicale, ndlr], avec les Allemands impliqués dans des mouvements étudiants, avec les Portugais qui construisent le Bloco de Esquerda [Bloc des gauches, ndlr]... En gros parce que les questions que vous avez affrontées cette année, sur la construction des mouvements, le rôle des révolutionnaires dans le mouvement, ou la construction de la gauche anticapitaliste, sont des questions qui se posent un peu partout en Europe, autant en parler ensemble ! Le camp peut être un moment de coordination au niveau européen. De réflexion et d'analyse bien sûr, mais aussi de préparation de l'année

qui vient : la journée contre les violences faites aux femmes en septembre, la journée européenne étudiante en novembre, la journée européenne contre la précarité, le G8 en Allemagne l'été prochain, pour n'en

dire que quelques-unes... Ce n'est pas le travail qui manque !

Propos recueillis par Marie, [Jussieu]

Université d'été de la LCR : de la politique sous le soleil du sud ! (Du 26 au 31 août à Port Leucate)

L'année 2005-2006 a été à nouveau marquée par de nombreuses luttes. Que ce soit celle des jeunes de banlieues en novembre dernier ou bien celle, plus récente, de la lutte anti-CPE. A travers cela, de nombreux débats ont émergé et secoué toute la gauche : la nécessité d'une alternative à gauche du PS pour contrer efficacement les attaques du gouvernement en place, la question des élections découlant de ce constat.

Au niveau international, la situation est également mouvante : radicalisation des mouvements du continent sud-américain, accroissement des menaces américaine sur l'Iran et la situation alarmante qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux en Palestine...

C'est pourquoi, cette année encore, la réunion des militants de la LCR et de leurs sympathisants, qu'est cette université d'été, va être riche en débat et en formation politique.

Au programme : les questions d'actualité, mais aussi des retours sur des dates historiques (le front populaire...), des formations sur le marxisme, des débats sur l'écologie, le féminisme, la culture, la science, le syndicalisme, l'internationalisme...

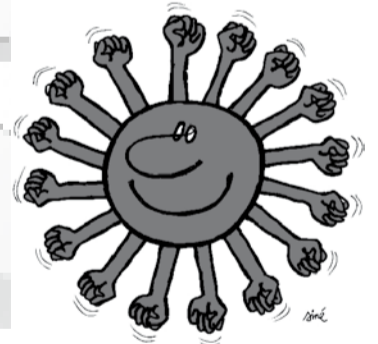
N'oublions pas que cette université a

lieu dans un cadre idyllique, avec la mer comme toile de fond, des soirées festives, des projections de films et... une soirée dégustation de vin/débat organisée par la confédération paysanne ! La librairie La Brèche sera elle aussi présente, vous proposant tous les livres que vous désirez lire depuis longtemps sans trouver le temps de le faire.

En bref, l'université d'été est le moyen idéal de finir ses vacances en se gonflant à bloc pour une nouvelle année pleine de politique et de luttes !

Marie, [Jussieu]

Note
Tarifs jeunes ou chômeur sans revenus pour les 5 jours : 105 € (logement en dur + pension complète). Inscription sur le site de la LCR www.lcr.org, ou auprès de nos militants.



Université d'été de la LCR du 26 au 31 août à Port Leucate

La République Française au moins championne du monde du racisme et des expulsions

Carton Rouge contre le gouvernement



Formation
Les trotskysmes et la IV^e internationale
p. 12-13

Dossier
racisme et colonialisme
p. 8-9



Solidarité
avec la
Palestine
p. 4

Le petit Zinedine et sa famille expulsés durant l'été

A l'heure où l'on célébrait la France black-blanc-beur, le gouvernement a fait passer la réforme du CESEDA, qui filtre les étrangers « non sportif de haut niveau » et multiplie les expulsions de Sans-papiers....

Luttes étudiantes internationales
p. 6-7

Racisme et Colonialisme

Deux armes

D'où vient le racisme ?

Le racisme est un produit direct de l'émergence et du développement du système économique capitaliste. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'était pas une caractéristique des sociétés pré-capitalistes, pas même des sociétés esclavagistes romaines ou grecques. En effet, dans l'antiquité les esclaves comme leurs propriétaires étaient aussi bien Blancs que Noirs. La domination romaine se caractérisait d'ailleurs par une capacité à incorporer des aristocraties locales à la classe dirigeante impériale. L'utilisation massive d'esclaves apportait une plus-value à la classe dirigeante mais les idées anti-esclaves (« les esclaves sont des êtres inférieurs ») n'avaient pas de connotations raciales.

Il en va de même dans les sociétés féodales, où l'inégalité du servage est sanctionnée par la loi. Le paysan est forcé de travailler pour le seigneur, d'effectuer des corvées, de lui payer des impôts ou de lui livrer une partie de sa récolte. Dans toutes ces sociétés hiérarchiques, la population est divisée en groupes légalement inégaux mais ces inégalités n'avaient besoin d'aucune justification particulière, elles étaient présentées comme naturelles. Il était donc directement question d'inégalités de classes et non de races.

Un produit du capitalisme

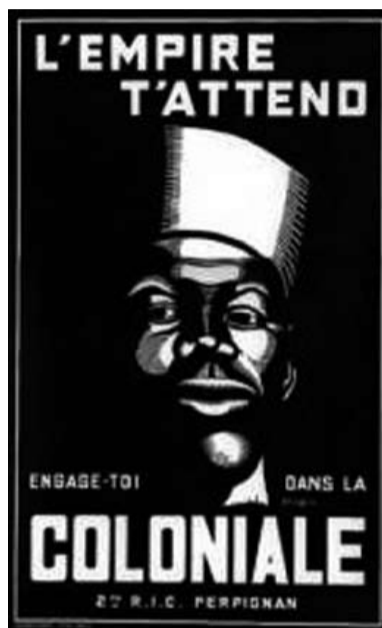
Il en va autrement dans la société capitaliste puisque son mode de production

repose sur l'exploitation d'une main d'œuvre salariée libre. Lorsque le capitaliste et le travailleur se rencontrent sur le marché du travail ils sont légalement égaux. Le travailleur est libre de ne pas vendre sa force de travail. Mais le besoin de survivre et les files d'attente des bureaux de chômage le poussent à le faire.

Le racisme s'est alors développé dans les phases d'expansion du capitalisme qui impliquaient le recours à l'esclavagisme et au colonialisme. Il fallait en effet justifier le fait que l'égalité universelle promise à l'humanité (par le christianisme ou les Lumières) était refusée aux opprimés coloniaux. La mise en esclavage d'une main d'œuvre venue d'Afrique par la classe dirigeante américaine dans les plantations du Sud lui permettait de dégager des taux de profits croissants à une vitesse considérable. Dans le même temps, il devint nécessaire de justifier idéologiquement ce traitement inhumain en développant la théorie qu'il s'agissait d'une main d'œuvre sous-humaine et que l'inégalité économique correspondait à une inégalité raciale. L'idéologie raciale devint garante d'un statut économique

spécifique nécessaire au développement capitaliste.

Cette apparition du racisme a également été renforcée par l'impérialisme. La concurrence entre les nations européennes dans le contrôle des richesses et matières premières nécessaires à leur supériorité économique amena les hommes d'affaires, politiciens missionnaires et militaires blancs en conflits directs avec les populations « indigènes » d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Une autre justification devint nécessaire. La spoliation des richesses fut masquée par l'idée du « fardeau de l'homme blanc », dont la mission consistait à amener la « civilisation » à des peuples primitifs et barbares.



Le racisme se régénère

Cependant, le racisme d'aujourd'hui n'est pas seulement constitué des vestiges de ces périodes antérieures : ses bases matérielles sont constamment régénérées par le capitalisme. Selon le contexte économique, qui est très variable, les capitalistes peuvent faire appel à différents types de

main d'œuvre, ce qui nécessite une certaine immigration, mais crée aussi des divisions chez les immigrés. La loi Céseda en France en fournit un bon exemple. Il s'agit de gérer rationnellement une minorité de main d'œuvre immigrée hautement qualifiée et une masse de main d'œuvre immigrée non qualifiée, ce qui constitue un intérêt économique certain : les travailleurs immigrés vont contribuer à la flexibilité de la force de travail en s'avérant incapables de refuser un travail sale, mal payé, dans des conditions d'exploitation accrues puisque leurs conditions de résidence – et d'existence – sont liées à l'obtention d'un contrat de travail. Ce remplacement d'une main d'œuvre « locale » par une main d'œuvre « étrangère » moins qualifiée permet ainsi de faire pression sur les « locaux » frappés par le chômage pour accepter un taux d'exploitation supérieur et de développer le racisme par une combinaison de discours stigmatisants (sur l'incompatibilité culturelle, le refus de l'immigration « subie », etc.) ciblant une catégorie de population identifiée par les travailleurs blancs comme étant leurs concurrents directs sur le marché du travail. C'est donc la division économique de la classe ouvrière qui rend possible sa division selon des démarcations raciales, surtout si les origines nationales correspondent plus ou moins à des positions occupées dans l'organisation du travail.

Le racisme aide ainsi à maintenir le système capitaliste en divisant et donc en affaiblissant la classe ouvrière. Plus que jamais, la lutte pour une meilleure société implique l'union de tous les exploités contre les exploités.

Cédric, [Censier]

Conséquences et continuité du colonialisme français au Maghreb

L'empire colonial français a été l'un des plus vastes et certainement l'un des plus importants. Du Maghreb à l'Indochine en passant par l'Afrique subsaharienne, la France a dominé de nombreux pays. Mais ici, je m'intéresserai au Maghreb constitué du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Le premier ayant été département Français et les deux autres des protectorats. Mais sous ces qualificatifs se cachait, bien entendu, l'œuvre coloniale. La domination directe de ces pays par les troupes Françaises et les colons n'a-t-elle pas, près de 50 ans plus tard, laissé place à une autre domination ? Économique cette fois-ci ? Le Maroc est un pays qui a comme ressources l'agriculture, la pêche et le phosphate.

L'essentiel de ses richesses est réservé à l'exportation vers l'Europe et presque exclusivement vers la France qui bénéficie de « prix d'ami ». La France a pioché dans les réserves de phosphate sans presque rien en retour. Le Maghreb a été et reste encore le grenier à provisions de la France. Quelle est donc la principale source de revenus du pays ? La pêche ? Non ! L'agriculture ? Non ! C'est le tourisme. La 2e manne de revenus c'est les devises (l'argent) envoyées par les marocains émigrés à l'étranger. Ils seraient environ 2,5 millions et presque 1 million en France !

Me voilà donc en France, issue de cette population venue travailler, qui s'est installée et qui a fait des enfants qu'on appelle communément beur(ette)s, jeunes de banlieue, jeunes d'origine étrangère, mais aussi maghrébin (ne)s... Des termes qui nous font dire qu'il ne faut pas oublier que nous avons des origines de colonisés : Nos parents travaillant durement dans des boulots pénibles (usines, bâtiment, chantiers, éboueurs, ménages...) pour des salaires de misère et après le boulot s'en retournant dans nos quartiers, nos cités nos banlieues ! Colonisées ou

pas, ces populations ont la même utilité... Permettre à la France de se développer à moindre coût ! Aujourd'hui Sarkozy fait tout pour optimiser ces populations... « Ne plus subir mais choisir ! », ceux qui nous intéressent ! C'est juste la forme la plus institutionnalisée de l'exploitation des étrangers. Si les Maghrébins (les étrangers) ne sont pas bien en France « qu'ils ne se gênent pas pour rentrer chez eux ! » diraient certains ? Mais ils ne sont pas en France pour faire du tourisme ! Le royaume marocain de Mohamed VI (M6) a énormément de chemin à faire pour atteindre la démocratie... La « dictature présidentielle » tunisienne de Ben Ali est un danger pour la population de ce pays ! Mais cela n'empêche pas le gouvernement français d'être en bon terme avec eux et de cultiver « le lien » qui le lie à leurs « EX » colonies... Le roi M6 est considéré comme un fils par Chirac qui ne trouve rien à dire à sa gestion du Maroc. Lors d'une visite en Tunisie, le même Chirac a dit en s'adressant à la population tunisienne que si elle a de quoi manger, de quoi boire et un toit, elle n'a aucune raison de se plaindre ! Si des populations étrangères sont en France, c'est donc qu'il y a une bonne raison ; Surtout si ces dernières sont issues des colonies.

Hanane, [Saint-Denis]



Retour sur les lois racistes

1945

Dès le sortir de la guerre, les « ordonnances de 45 » sont mises en place : obligation pour un étranger d'obtenir une autorisation du ministre du travail qui précise où et quelle profession il peut exercer ; obligation pour toute personne hébergeant un étranger de le déclarer au commissariat de police.

Ces ordonnances ne suppriment pas les différentes mesures du gouvernement de Vichy sur l'immigration (quotas pour les immigrés, surveillance policière de ceux-ci...), au mieux elles sont réécrites.

1986

Pasqua renforce le dispositif répressif contre les étrangers en situation irrégulière : allongement de la durée de rétention, limitation du pouvoir du juge, regroupement familial soumis à des conditions de ressources et de logement, protection sociale remise en cause... Il instaure la double peine et supprime les catégories de personnes protégées des expulsions (sauf les mineurs) obtenue lors de mobilisations en 1991.

1997

Les lois Debré permettent avant même la saisie du juge l'expulsion de 10 à 15 % des étrangers interpellés. Ainsi le délai dans lequel les préfets sont dans l'obligation de saisir le juge pour obtenir le maintien d'un étranger en détention passe de 24 à 48 heures. Il renforce la mesure des ordonnances de 45 concernant le signalement d'hébergement d'étrangers.

1997

Le 21 août, malgré ses promesses électorales, Jospin annonce la non-abrogation des lois Debré-Pasqua.

Les lois Chevènement instaurent des quotas, le « délit de solidarité » (fait d'héberger ou aider un sans-papiers si on ne fait pas parti des associations seules habilitées à le faire), le contrôle préalable aux mariages mixtes ; les statuts de résident sont progressivement remplacés par des titres de séjours temporaires avec proposition 4500 F pour partir.

2006

Sarkozy voudraient imiter ses prédécesseurs avec le CESEDA en instaurant la clandestinité pour les étrangers à perpétuité, mais sans gêner les patrons qui voudraient employer moins chers avec l'invention de la carte de séjour égale à la durée du contrat de travail, en cas de licenciement l'employeur n'ayant qu'à payer les frais d'expulsions.

Elsa, [Chartres]

du Capitalisme contre les jeunes et les salariés

Quelle politique anti-raciste ?

La révolte de novembre dans les quartiers populaires et la loi CESEDA ont reposé l'urgence d'une riposte politique anti-raciste. Le défi majeur est de mettre fin au fossé qui coupe aujourd'hui encore la classe ouvrière en deux : d'un côté le monde ouvrier traditionnel et de l'autre les « indigènes. »

Une politique anti-raciste conséquente, pour mettre fin à ce fossé, ne peut partir que de l'auto-organisation des victimes du racisme, non sans alliances avec d'autres secteurs de la société et du monde ouvrier pour construire le plus grand rapport de force possible. Dans les conditions spécifiques de la France, l'autonomie des mouvements des opprimés doit se faire au sein du mouvement ouvrier. C'est aussi le seul moyen de combattre la politique post-coloniale des libéraux et socio-libéraux dite « d'intégration ».

Le mythe intégrationniste

Ce concept apparemment progressiste légitime en fait toutes les politiques racistes puisqu'il établit une distinction entre les « bons immigrés intégrés » et tous les autres qui « ne veulent ou ne peuvent s'intégrer ». Beaucoup disent que Zidane est le modèle de l'intégration. C'est vrai, pendant que lui engrange des millions, les autres dans son quartier engrangent le chômage, le flicage, le déni de citoyenneté... En introduisant des notions culturelles (type de famille, langue, religion...), l'intégration légitime le discours sur les « sauvages » et un certain nombre d'attaques racistes (islamophobie, double peine...).

L'idéologie intégrationniste prétend cas-

ser le fossé du racisme. En intégrant la minorité des « bons immigrés intégrés » à la scène publique, les intégrationnistes disent combattre le racisme. Leurs « modèles » sont chaque fois mis en première ligne par la classe dirigeante pour légitimer ses politiques discriminantes (Malek Bouthi soutenant les quotas d'immigrés, Fadela Amara partisane de l'interdiction du foulard à l'école et du rétablissement de l'ordre dans les banlieues...). Les exemples criants de cette politique sont la création par Sarkozy du Conseil Français du Culte Musulman, qui entérine les attaques islamophobes et la loi sur le foulard de 2003, ou de la filière « banlieues » en Sciences Po, censée démontrer que l'égalité existe (pour peu que les opprimés le méritent) alors qu'en parallèle sont détruites les ZEP et l'Éducation Nationale. Pour l'UMP et le PS, il s'agit en réalité de créer, comme à l'heure coloniale, une élite « indigène », une « bourgeoisie » leur servant de caution. Des « oncles Tom » à la française...

L'anti-racisme conséquent

Une politique anti-raciste conséquente ne peut donc passer que par la rupture avec le libéralisme. Par exemple, le contrepied de la « filière-Sarko » à Sciences Po est la défense du service public d'éducation pour tendre à l'égalité scolaire. Une véritable politique anti-raciste passe par exemple par l'abrogation de la loi sur le foulard de 2003, l'abrogation de la double peine et de toutes les lois racistes.

Parce que le racisme n'est que le résultat de la misère générée par le système, les fachos font leur fond de commerce sur cette misère et sur l'échec du concept d'intégration à résoudre le problème raciste. Un véritable programme social contre la précarité est donc indispensable. Sur le plan politique, nous devons imposer l'égalité réelle des droits : droit de vote et d'éligibilité pour tous, régularisations, arrêt des politiques répressives... Enfin, une politique anti-raciste conséquente doit aussi lutter contre les politiques post et néocoloniales, et donc combattre la



dette des pays du sud, l'impérialisme, la francAfrique...

Plus exploités que les autres, les travailleurs immigrés et descendants d'immigrés (notamment des pays dominés) sont ceux qui ont le plus intérêt à une telle politique. Le défi est donc notre capacité à les organiser au sein du mouvement ouvrier. Mais pour cela, il faut que ce mouvement ouvrier traditionnel mène résolument le combat anti-raciste, ce qui a manqué par exemple en novembre. La question de l'organisation autonome des indigènes prend donc son sens pour peser et imposer ses revendications aux structures syndicales et politiques.

Florent, [LCR Clermont]

L'impérialisme français n'est pas mort... tuons-le !

À l'époque de la décolonisation africaine, le général de Gaulle avait décrété à peu près dans ces termes : « Donnez leur l'indépendance tout en maintenant la dépendance... ». Force est de constater qu'il a bien été pris au mot par tous ceux qui l'ont suivi. En effet, si l'Afrique est aujourd'hui engluée dans la misère, la pauvreté, la famine, ce n'est pas parce que les Africains « ne sont pas mûrs pour la démocratie » comme certains veulent bien nous le faire croire mais c'est bien à cause d'un impérialisme qui à l'heure actuelle est toujours bien en forme ! La France, forte de sa longue tradition « d'amitié » avec l'Afrique a la part belle dans cet état de fait. C'est ce système d'exploitation déguisé qu'on a appelé Françafrique.

Des magouilles au sommet

Le soutien à des régimes dictatoriaux est devenu un sport élyséen ! Que ce soit par le biais de trucages électoraux, comme il n'y a pas si longtemps au Togo avec Eyadema, ou par celui d'intervention militaire directe, le Tchad étant le dernier épisode en date, les « amis personnels » de Chirac et compagnie sont toujours bien protégés. Même si cela entraîne un génocide de toute une population comme au Rwanda en 1994. Mais après tout comme nous l'expliquait en son temps Mitterrand : « Un génocide dans ces pays-là, ce n'est pas très important » ! Dans ces magouilles de pouvoir, chacun y trouve son compte. Ainsi, quand il était encore à la tête de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny avait une fortune de plus de 60 milliards de francs, soit plus que le PIB de son pays !

Pillages des ressources africaines

Au niveau économique, un pillage en règle des ressources africaines est magnifiquement orchestré. La convertibilité du franc CFA (la monnaie de la plupart des anciennes colonies françaises) constitue pour cela un atout majeur qui permet l'évasion des capitaux africains directement vers la France. Ainsi plus de 60 % des richesses produites en Afrique partent directement vers l'Europe. Les entreprises françaises possèdent plus de 2630 filiales en Afrique. Voilà de quoi exploiter un peu plus une main d'œuvre moins cher pour les patrons !

Alors on peut dire que la France fait des efforts et qu'elle donne de l'argent à l'Afrique pour l'aider dans son développement, notamment par le biais de l'APD (aide publique au développement). Le problème c'est que seulement 2 à 3 % de cette aide servent réellement à lutter contre la pauvreté. En plus quand on sait qu'une partie de cette aide sert à financer la grandeur de la France en Afrique par le biais notamment de l'organisation des sommets africains de la francophonie ou de la langue française, on se demande franchement si ça vaut le coup de dépenser cet argent pour que les écoliers du Burkina Faso se fassent frapper quand ils ne pas parlent pas en français pendant

les récréations...

Contre l'impérialisme international, résistance internationale !

Mais la résistance s'organise et la France commence à être déstabilisée comme le montre l'accueil que Sarkozy a reçu dernièrement au Mali. Plus que jamais nous devons tisser des liens et nous regrouper pour dégager les guignols qui nous dirigent en France comme en Afrique. Plusieurs militants de différents pays africains (notamment le Mali où a eu lieu le dernier FSM) viendront au camp international de jeune de cet été. Ce genre de rencontre est indispensable pour que nos luttes puissent désormais résonner à l'échelle mondiale !

Damien [Lille]



du CESEDA

Le pouvoir prétendument familial il désormais à des migration républi- dire qu'il faudra n parle français, t l'histoire et la 2...

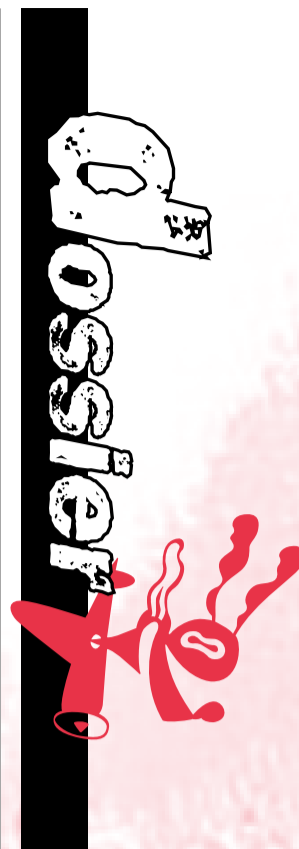
droit à

ont également racisme de l'état à réforme du est clairement France les sont des tra- res et utiles à la bit bien avec les ur les Études ont mis en uer « le niveau connaissance cohérence du tion de l'étran- des titres et uits » mais aussi s étrangers vers es mieux adap- ire les filières qui

rapportent. Ce ne sont même plus les universités qui décident puisque la sélection est faite avant la pré-inscription. Quant à l'obtention du titre de séjour, de nouveaux critères sont ajoutés à ceux existant déjà. Non seulement il faudra justifier de moyens suffisants, avoir une inscription dans un établissement et ne pas être « une menace à l'ordre public », mais en plus seront pris en compte « le projet d'études, le parcours académique et personnel, les compétences linguistiques, les relations bilatérales ainsi que les intérêts de la France et du pays de l'étudiant étranger ».

Cette réforme du CESEDA est mise en place dans le but d'attaquer les droits des étrangers tant au niveau du travail que de l'éducation, et de renforcer les divisions entre Français et étrangers. Comme le dit le vieux dicton : il faut diviser pour mieux régner.

Prosper [Nanterre]



Historique du mouvement sans-papier

1972

Le premier mouvement étiqueté « sans-papier » date de 1972. Il s'accompagne d'une grève de la faim et aboutit à la régularisation de 35 000 immigrés. L'année suivante apparaît le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) qui lutte contre les conditions de travail et les crimes racistes sévissant à cette époque. Le MTA lance en 1976 une grève des loyers dans les foyers pour immigrés.

Années 1970

Avec la crise des années 70, la France n'a plus besoin d'importer de la main d'œuvre, les frontières se ferment et le nombre de sans-papier augmente. Le mouvement croissant permet la régularisation de 300 000 immigrés sous Mitterrand en 1981 ce qui met un terme à la lutte des sans-papier.

Années 1990

Pourtant, leur nombre s'accroît de nouveau alors que les conditions de vies se dégradent, notamment avec l'apparition de nombreuses lois racistes. Alors que la situation n'est plus supportable pour les sans-papier, le mouvement renaît en 1996 lors des occupations des églises St Ambroise puis St Bernard.

Depuis 2000

Dès lors et jusqu'à aujourd'hui, le mouvement est rythmé par les occupations, les grèves de la faim, les manifestations massives, les participations aux mouvements sociaux (tels les étudiants de Javelot participant à l'occupation d'un immeuble aux côtés des sans-papier et affichant un cortège commun pendant les manifs contre le CPE).

2006

Alors que le gouvernement est passé à la vitesse supérieure ces derniers temps (politique de Sarkozy dont le CESEDA est l'un des relents, harcèlements policiers etc.), une résistance s'est constituée notamment avec le travail du Réseau Éducation Sans Frontières et la dernière manifestation contre « l'ouverture de la chasse à l'enfant » du 1er juillet qui fut importante.

Yoan, [Melun]

Français, étrangers, mêmes droits pour tous les étudiants !

La politique du gouvernement envers les étrangers est reproduite par les présidents d'universités et pose des problèmes tous les ans aux étudiants étrangers venus s'inscrire à la fac. A chaque rentrée universitaire, ce sont des milliers d'entre eux se voient refuser leur inscription pour des motifs plus ou moins légaux. Les étudiants étrangers (non européens) sont confrontés à une sélection sévère et ne bénéficient pas des mêmes droits (bourses, aide au logement...) que les étudiants français ou européens. De plus, les démarches à faire pour une inscription sont compliquées et souvent mal connues. L'étudiant doit faire une demande d'admission préalable (entre novembre et janvier!) avant même de savoir s'il obtiendra son bac. L'obtention du titre de séjour « étudiant » dépendra de la réponse de l'université et inversement. Si l'université refuse l'inscription, l'étudiant n'a qu'à retourner chez lui et retenter l'année suivante ou, pourquoi pas, jouir du statut de sans-papier.



Une situation de pire en pire avec l'arrivée du CESEDA

Avec la réforme du CESEDA cette situation ne fait qu'empirer. Le but est clairement de faire venir en France les étudiants qui seront des travailleurs rentables et utiles à la France. On le voit bien avec la mise en place de CEF (Centres pour les Études en France) qui ont pour but d'évaluer « le niveau de l'étudiant, sa connaissance de la langue, la cohérence du projet de formation de l'étranger et la validité des titres et

diplômes produits » mais aussi « ils orientent les étrangers vers les formations les mieux adaptées », c'est-à-dire les filières qui rapportent. Ce ne sont même plus les universités qui décident puisque la sélection est faite avant la pré-inscription. Quant à l'obtention du titre de séjour, de nouveaux critères sont ajoutés à ceux existant déjà. Non seulement il faudra justifier de moyens suffisants, avoir une inscription dans un établissement et ne pas être « une menace à l'ordre public », mais en plus seront pris en compte « le projet d'études, le parcours académique et personnel, les compétences linguistiques, les relations bilatérales ainsi que les intérêts de la France et du pays de l'étudiant étranger »

Parce que tous les étudiants doivent bénéficier des mêmes droits, nous devons nous battre cette année pour obtenir l'inscription de tous les étudiants et exiger une carte de séjour pour tous les étudiants étrangers!

Azza, [jussieu]

Réseau Éducation Sans Frontière

La solidarité n'a pas de frontières...

RESF a été fondé le 26 juin 2004, lors d'une réunion à la Bourse du Travail de Paris rassemblant des enseignants, des personnels de l'Éducation Nationale, des parents d'élèves..., attachés à la défense des droits de l'homme, préoccupés de la situation des sans-papier scolarisés. Les membres de ce réseau, signataires de l'appel « pour la régularisation des sans-papier scolarisés », invitent les enseignants et les personnels des établissements de tous niveaux à se montrer vigilants, à informer leurs élèves qu'ils sont prêts à se mobiliser pour les aider à faire régulariser leur situation.



Ce réseau a

été créé pour lutter contre les expulsions de jeunes scolarisés et les aider à effectuer les démarches pour leurs demandes de régularisations. Ainsi, dès la création du RESF, un guide a été mis en place.

Devant le succès immense de ce réseau et le soutien apporté par de nombreuses organisations, Nicolas Sarkozy donne un sursis aux familles d'enfants scolarisés sans-papier jusqu'à la fin de l'année scolaire, avec la circulaire du 31 octobre 2005: Une pétition « Nous les prenons sous notre protection! » est alors lancée. Cette dernière compte, à ce jour, près de 90000 signatures!

Juillet août, des mois d'expulsions...

Alors qu'à l'approche de la fin de l'année scolaire le RESF commence à se médiatiser, Sarkozy rédige une nouvelle circulaire datant du 13 juin 2006 permettant la

régularisation de certaines familles, sous certaines conditions. De plus, le sursis accordé aux familles est repoussé jusqu'au 13 août. Le RESF débute alors une campagne de parrainage d'enfants scolarisés et de leurs familles. Malgré le sursis accordé par Sarkozy, un jeune lycéen marocain de 19 ans a été expulsé le 7 juillet dernier. Il a été arrêté puis placé en centre de rétention à Vincennes le 1er juillet. Une autre jeune malienne s'est fait arrêter le 5 juillet, puis enfermer dans un centre de rétention à Strasbourg, alors qu'elle se rendait à la préfecture, suite à cette circulaire du 13 juin, pour déposer son dossier!

Le RESF reste, donc, très vigilant pendant l'été. Ainsi, dans certaines permanences, des « réseaux de veille » commencent à se constituer; un numéro « Urgence été » a été créé: 08 20 20 70 70.

Brahim, [Nanterre]

Appel pour un Réseau Université Sans Frontières

Étudiants étrangers: ni sélection, ni expulsions!

Dans l'enseignement supérieur, nous assistons depuis plusieurs années à la dégradation de la situation des étudiants étrangers: conditions d'accueil déplorables, difficultés sociales et précarité administrative.

Être étudiant sans-papier c'est d'abord encourir le risque de se voir refuser une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur malgré une inscription pédagogique en raison du défaut de papiers ou de visas long séjour. Mais même pour ceux qui réussissent à s'inscrire, les difficultés restent considérables: peur permanente de l'interpellation et de la reconduite à la frontière, difficultés pour se loger, se soigner, travailler, vivre... Réussir ses études dans ces conditions relève de l'exploit et les échecs sont nombreux.

[...] En effet, l'étudiant étranger est sans

cesse menacé par l'intrusion des préfetures dans son cursus universitaire et dans sa vie privée. [...] Elles jugent seules, de façon arbitraire et sans aucune compétence ni légitimité pédagogique du « sérieux » et de la « réalité » des études suivies et décident ainsi que tel ou tel étudiant n'aura plus droit à un titre de séjour pour étudier en France.

[...] L'étudiant étranger subit sans cesse des restrictions et discriminations en matière d'aides sociales, d'œuvres sociales universitaires, d'accès au logement et à l'emploi. [...]

Nous pensons qu'il faut en finir avec ces différences de traitement. L'égalité des droits entre tous les étudiants doit prévaloir: chaque étudiant quelle que soit sa nationalité doit pouvoir étudier en France

dans des conditions satisfaisantes avec le même accès au travail, aux aides sociales, aux logements (système de cautionnement) etc. [...]

C'est pourquoi nous appelons à la constitution d'un réseau de solidarité avec les étudiants étrangers à l'échelle nationale qui aura vocation à briser l'isolement des étudiants sans-papier et fera échec à ces réglementations absurdes. Ainsi, nous appelons [...] à constituer des collectifs locaux pour se faire connaître et pouvoir créer des réseaux de solidarités avec les étudiants étrangers, à se battre pour l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers et pour la régularisation de tous les étudiants sans-papier afin que la seule possession d'une carte d'étudiant donne accès au titre de séjour [...].

Héloïse, [Censier]

Réseau Université Sans Frontière

Pour un savoir au-delà des frontières

RUSF a été



lancé officiellement, nationalement ainsi que localement (Paris 8, Paris 3, Paris 5, Paris 12 Paris 1 et facs de Lyon et Besançon) le

29 juin par une conférence de presse à la fac de Censier Paris 3. Presse et organisations étaient présentes: huma-dimanche, charlie hebdo, France 3, LDH, UNEF, CNT, Étudiants Algériens de France, GISTI... RUSF s'inscrit dans une dynamique unitaire large pour une perspective globale. Cette dynamique est issue du mouvement contre le CPE et les forces qui la constituent sont des personnes organisées et non organisées.

Petit frère de RESF

Le savoir est un droit universel, il n'a pas de frontière. Il doit être garanti à tous. RUSF est un réseau qui lutte contre les expulsions des étudiants étrangers dans la même logique que RESF. Ce dernier s'est implanté dans les écoles primaires, les collèges et les lycées en 2004. Il fut impulsé par des profs et parents d'élèves. Il est plus difficile d'organiser la résistance sur les facs car les étudiants sont majeurs et ont donc beaucoup moins de protection. Les dangers d'expulsions sont alors encore plus importants.

À Paris III...

Au niveau local, sur la fac de Censier, le CA a voté à l'unanimité moins 4 abstentions une motion contre la loi CESEDA. Nous avons fait un guide de mobilisation permettant de lutter contre les expulsions notamment au niveau juridique ainsi qu'un tract présentant RUSF avec un numéro d'urgence. Nous travaillons avec le bureau d'accueil des étudiants étrangers. Il ne se positionne pas contre la réforme et ne veut pas participer aux réunions RUSF mais il nous informe des différents problèmes et risques d'expulsion.

Agir dès maintenant !

La lutte s'inscrira à la rentrée. Un sursis va jusqu'au 13 août mais ne résout pas le problème. Il s'agit d'une manœuvre du gouvernement afin de faire passer la loi pendant les vacances et d'expulser tout le monde pour qu'il n'y ait pas de résistance qui s'organise. Ce qui est essentiel c'est le travail unitaire auto-organisé qui est un acquis des mouvements antérieurs et notamment le travail conjoint de RUSF et des syndicats étudiants. En effet, la lutte pour l'inscription des étudiants étrangers sera assurée par l'UNEF en lien avec RUSF. Cela permet de poser les jalons pour les luttes prochaines sur la question du racisme et des expulsions. La rentrée s'annonce chaude et combative.

Quelques chiffres

200000 à 400000.

C'est le nombre de sans-papier estimés par le Ministère de l'Intérieur. Pourrait-il être plus vague?

50000.

C'est le nombre de familles sans-papier recensées par le Réseau Éducation Sans Frontière

50 à 100000.

C'est le nombre d'enfants sans-papier scolarisés

3500 à 4000.

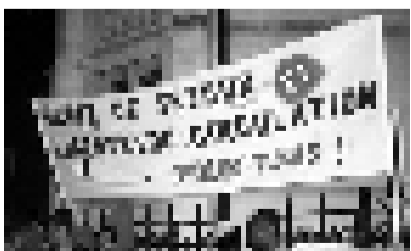
C'est le nombre d'enfants dans le rectorat de Paris

720.

C'est le nombre de familles dont les enfants pourraient ne pas être expulsés par Sarko. Soit 2% des enfants « expulsables »

25000.

C'est le nombre d'expulsions que Sarko s'est fixé pour 2006



Comment combattre le machisme ?

Sexualité

Le machisme c'est une attitude, un comportement ou un état d'esprit prônant la supériorité de l'homme sur la femme et affirmant la prééminence de valeurs viriles et la domination de l'homme sur la femme. Il s'exerce au travail, dans la famille, dans la société.

Le machisme au travail.

Au travail, la femme occupe le plus souvent les postes d'exécution. Les responsabilités restent dans les mains des hommes. Elle est de plus en plus obligée de travailler à temps partiel pour un salaire très bas.

Dans la famille.

Dans la famille, c'est encore sur la femme que repose l'essentiel des tâches ménagères et le soin des enfants. Les images véhiculées par les médias la renvoient à ce rôle de femme au foyer. Elle est cantonnée à cette image peu valorisante. De nombreux papiers administratifs ramènent à la supposée prédominance de l'homme sur la femme. Les termes de « chef de famille » sont encore utilisés, et ce terme exclut la femme, lorsque l'homme est présent. La femme serait donc une simple potiche. « Soit belle et tait toi » est malheureusement un slogan encore d'actualité.

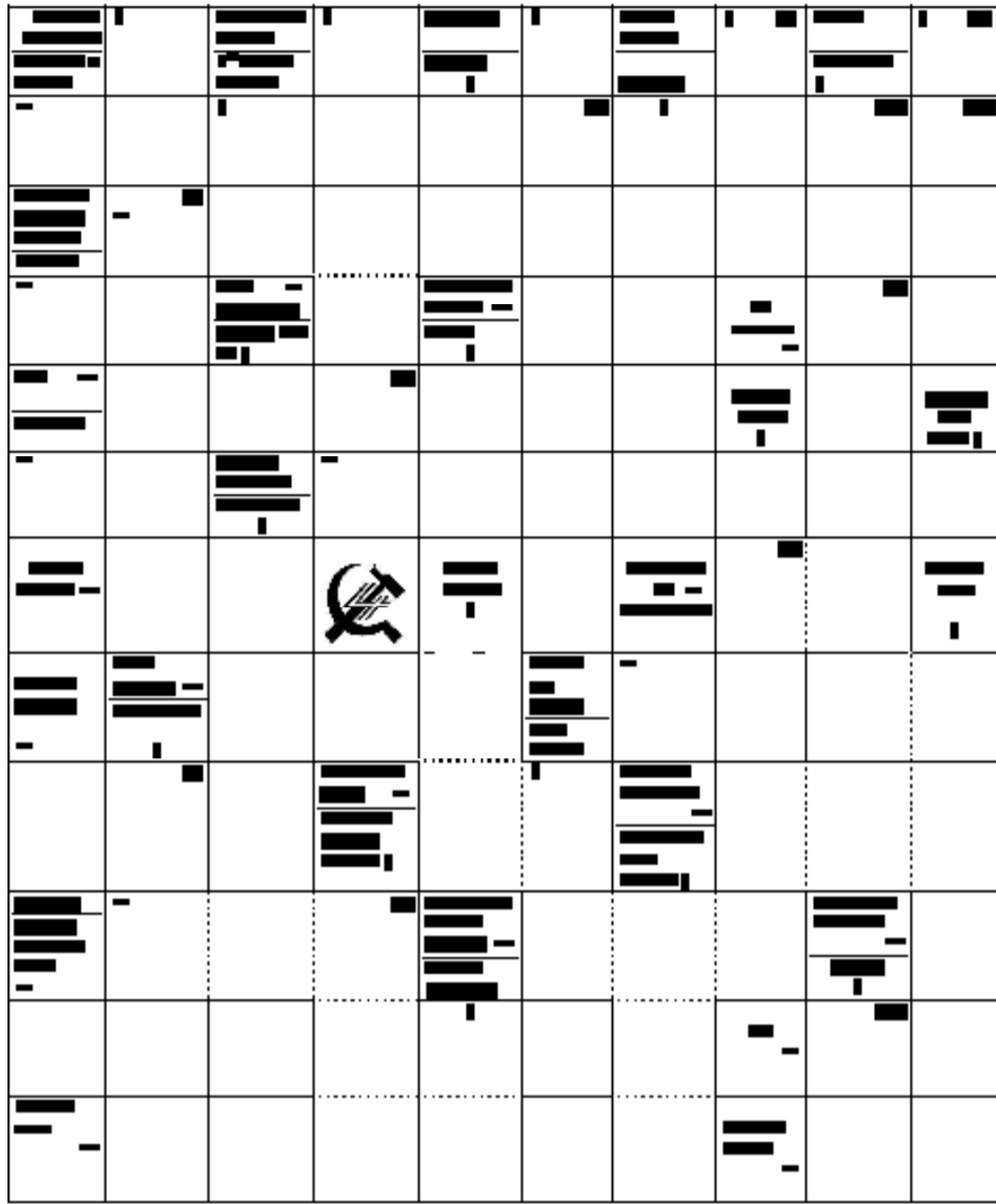
Et dans la société.

Dans la société, de nombreux métiers ne sont toujours pas occupés par des femmes. Il faut savoir qu'à résultats égaux, un garçon est orienté dans les sections les plus réputées, alors qu'une fille se contentera d'une formation moins valorisante. Au niveau des responsabilités politiques, les femmes sont aussi sous-représentées. Peu sont devenues ministres, députées...

Tout cela n'est pas inéluctable, il faut se battre chaque jour, femmes et hommes, pour faire évoluer les mentalités, pour obtenir des droits égaux, pour contraindre les employeurs à respecter l'égalité femme-homme. Il faut refuser les politiques gouvernementales qui tendent à renvoyer la femme aux fourneaux en lui octroyant des allocations diverses pour rester au foyer à s'occuper des enfants. Il faut réclamer des crèches, des écoles...

Le capitalisme a tout intérêt à maintenir la femme dans une situation d'infériorité. Cela lui permet d'avoir une main d'œuvre peu chère, soumise et précaire. Pour lutter contre le machisme, il faut donc renverser le capitalisme!!!

Morgane (Montreuil)



Voici une phrase, tirée des œuvres marxistes. Chaque chiffre correspond à une lettre. A vous de trouver les deux définitions ci-dessous qui vous donnerons les premiers codes. En les plaçant au fur et à mesure, vous pourrez reconstituer la phrase.

Révolutionnaire russe mort en 1940.

23 7 17 12 * 20 6 17 20 21 16 25.

Femme communiste noire américaine.

3 12 4 7 23 3 * 13 3 22 1 21 :

L'importance des idées dans la lutte de classe chez Marx :

« 23 '3 6 5 7 * 13 7 * 23 3 * 2 6 1 20 1 19 11 7 * 12 7 * 9 7 11 20 * 7 22 1 13 »

7 5 5 7 12 20 * 6 7 5 9 23 3 2
7 6 * 23 3 * 2 6 1 20 1 19 11 7 * 9
3 6 * 23 7 21
* 3 6 5 7 21 , 23 3 * 15 17 6 2 7
* 5 3 20 7 6 1 7 23 23 7 * 13 17
1 20 * 7 20 6

7 * 6 7 12 22 7 6 21 7 7 * 9 3 6
* 23 3 * 15 17 6 2 7 * 5 3 20 7 6
1 7 23 23 7.

5 3 1 21 , 23 3 * 20 14 7 17 6 1
7 , 23 17 6 21 19 11 ' 7 23 23 7
* 9 7 12 7

20 6 7 * 23 7 21 * 5 3 21 21 7 21
* 13 7 22 1 7 12 20 * 7 23 23 7 *
3 11 21 21 1

* 15 17 6 2 7 * 5 3 20 7 6 1 7
23 23 7 . »

Extrait de « la critique du droit de Hegel » de Marx.

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous !
Prenez contact !

- Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 29 juillet au 4 août, en Italie près de Pérouse)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

- Je veux commander :
- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 - carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
 - brochure(s) sur la mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Code postal.....
Ville.....
Téléphone.....
e-mail.....

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30



Cinéma et politique

Dans la Russie soviétique du début des années 1920, l'œuvre de cinéastes comme Dziga Vertov et surtout Eisenstein témoigne du bouillonnement des formes artistiques qui accompagnèrent le bouleversement des rapports sociaux.

« De tous les arts, le cinéma est pour nous le plus important » Lénine, 1918

Les films de ce dernier (« La grève », « Octobre », « Le cuirassé Potemkine ») étaient réalisés avec le souci, d'une part, de représenter des événements majeurs de la lutte des classes, mais surtout de les montrer d'une manière « révolutionnaire » pour le cinéma de l'époque. Il s'agissait de transposer la dialectique à l'écran, en donnant au montage un rôle central en tant que moyen de représenter l'évolution des rapports de force et des processus sociaux. Chez Eisenstein, ces processus sont montrés comme l'œuvre d'une action collective: il n'y a pas de héros, pas de sentimentalisme petit-bourgeois.

À l'inverse, dans des pays comme la France à la même époque, des films comme « Napoléon » d'Abel Gance (1924)



tendent à démontrer que l'Histoire est l'œuvre des grands hommes, en représentant l'Empereur comme un demi-

dieu, à l'aide d'images spectaculaires.

L'étude des productions cinématographiques suivant les événements historiques représentés et surtout la manière dont ils sont représentés montre que ces films sont le reflet d'un rapport de force entre les classes au sein d'un pays à un moment historique donné. Exemple: dans la France des années trente, qui connaît une situation pré-révolutionnaire, de nombreux films traitant de la Révolution Française sont produits. Sauf que la majeure partie d'entre eux est écrite et/ou produits par des membres de... l'Action Française! Le film conducteur de ces films était de représenter la révolution de 1789 non comme un processus collectif mais comme l'œuvre d'individus, et que la Terreur était la conséquence inévitable de toute contestation de l'ordre établi. Quant à la Russie devenue stalinienne, on comprendra aisément pourquoi aucun film sur la Révolution Française n'y fut jamais tourné. Le parallèle entre Staline et Napoléon aurait sûrement été trop évident pour les spectateurs...

Le cinéma militant

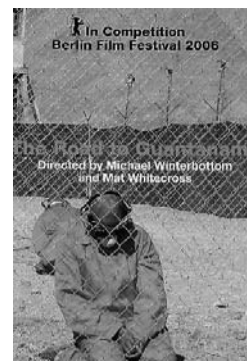
Toute période de regain des luttes sociales entraîne une recrudescence de la production de films qui visent à contester l'ordre social existant en dénonçant certains de ces aspects. Ce fut le cas au début des années 70, où des cinéastes comme ceux du groupe Medvedkine (du nom d'un cinéaste soviétique des années vingt) se voulaient les apôtres d'un cinéma révolutionnaire, qui se démarquait totalement des formes classiques du langage cinématographique... au point de devenir incompréhensible pour le grand public. Aujourd'hui, parallèlement à la remontée des luttes au niveau mondial, certains

types de films rencontrent un succès de plus en plus large, à l'image des documentaires de Michael Moore sur la guerre en Irak ou sur les multinationales, des films de fiction de Ken Loach (« Land and Freedom », « My name is Joe »), ou encore d'un documentaire comme « Le cauchemar de Darwin ». Même certains films hollywoodiens peuvent être interprétés comme ayant une dimension politique: « La guerre des mondes » de Spielberg peut ainsi être considérée comme un film anti-guerre.

Une des critiques faite à ces films est que ceux-ci, bien que « contestataires » ou « militants », ne remettent pas en cause le langage cinématographique en lui-même, qui est pourtant constitutif d'une vision du monde construite par l'idéologie dominante, et même le reprennent parfois à outrance, comme c'est le cas pour un film comme « Fahrenheit 9/11 », ultra-propagandiste. Est-ce le prix à payer pour toucher un public le plus large possible?

Une des leçons à tirer de l'histoire du cinéma (et des arts en général) est qu'il n'y a pas de cinéma révolutionnaire sans révolution: les quelques cinéastes qui ont oublié ce principe se sont tous, à l'image du groupe Medvedkine, enfermés dans un certain élitisme contre-productif dans la mesure où leurs films ne touchaient personne. L'art n'est pas à l'abri du gauchisme!

Romain, [Censier]



The road to Guantanamo

Les Anglais sont décidément très forts pour créer des fictions ressemblant à s'y méprendre aux documentaires. The road to Guantanamo fait partie de cette catégorie d'œuvres, des œuvres soit très réussies, soit totalement ratées.

American way of life ?

Quatre jeunes anglais originaires du Pakistan retournent au pays pour le mariage de l'un d'eux. Pris dans la folie paranoïaque déclenchée par le 11 septembre 2001, ils vont se retrouver pour trois d'entre eux arbitrairement enfermés dans la très célèbre prison de Guantanamo pendant deux très longues années.

La façon dont sont traités les prisonniers du camp de Guantanamo rappelle de toute évidence les pratiques des plus grands régimes autoritaires. Les prisonniers sont confrontés à deux sortes d'interrogatoires. Le premier, dirigé par un homme violent et méchant que l'on déteste dès le début, le second, par un homme doux et compatissant à qui l'on voudrait bien tout avouer afin de le contenter. Le but est simple: faire en sorte que le détenu haïsse le premier au point de tout avouer au deuxième. Costa Gavras avait déjà très bien mis en scène cette situation dans L'aveu, ici elle apparaît juste comme étant plus réaliste et donc encore plus choquante. Et c'est de là que le film tire sa force. Il nous montre la torture de façon très réelle, nous plaçant dans la position très gênante du voyeur tel que Pasolini le fit dans Salò. Le spectateur ne peut ainsi rester insensible à ce qu'il voit. Les seuls commentaires qui sont faits de la situation sont des interviews des jeunes gens intervenant durant tout le film.

The road to Guantanamo nous montre donc la réalité de cette prison telle que nous pensons la connaître, mais telle que nous ne pouvons l'imaginer. Aux prisonniers, tout est interdit. Interdit de parler, interdit de se faire de l'ombre avec un drapeau pour se cacher du soleil, et bien sûr interdit de prier une religion qui apparaît aux matons comme étant l'incarnation du « mal ». L'humanité pourtant apparaît à certains moments, comme lorsqu'un soldat sauve l'un des jeunes de l'attaque d'une tarentule. Cette humanité laisse espérer qu'un jour, les hommes pourront dépasser la religion pour s'unir contre les vrais maux de la société.

Une conclusion terrible

Sur cette lancée, la conclusion est terrible. À leur sortie du camp, ces jeunes sont beaucoup plus religieux et pratiquants qu'ils ne l'étaient au début. Marx disait que « la religion est l'opium du peuple », effectivement, lorsque l'on asservit un être humain et qu'on lui interdit sa religion, ce dernier se renforce par elle et en elle. Seulement cette situation de guerre ne se réglera jamais à l'aide de bombes, de fusils, de torture ou d'oppression de certains peuples, elle se réglera à l'aide de politiques sociales permettant à l'homme de sortir de la misère dans laquelle il s'est retrouvé enfermé et d'où il ne peut sortir.

Camille, [Censier]

Anouk Grinberg lit les lettres de Rosa Luxembourg

Rosa Luxembourg n'a pas seulement écrit des œuvres comme Réforme sociale ou Révolution? Ou encore Grève de masse, Parti et syndicat, pour lesquelles elle est restée célèbre. Elle a également rédigé une abondante correspondance au cours de ses longues années d'incarcération, en même temps qu'elle armait sur le plan théorique la mouvance « spartakiste » (communistes) organisée au sein de l'USPD (parti social-démocrate allemand qui refusait la Première guerre mondiale), trouvant dans cette forme de résistance un moyen de survivre et de ne jamais désespérer.

Rosa la vie

Arrêtée en février 1915 pour son activisme contre la guerre, libérée en février 1916, de nouveau arrêtée en juillet, elle fut définitivement libérée le 8 novembre 1918, à la faveur du commencement de la révolution allemande. Il ne lui restait alors pas plus de deux mois à vivre, avant d'être assassinée avec son compagnon d'armes Karl Liebknecht, le 15 janvier 1919, sur ordre de Noske, social-démocrate renégat, chargé de la répression de la toute nouvelle république.

Anouk Grinberg lit avec beaucoup de finesse les lettres adressées à ses amis, à sa secrétaire ou encore à l'homme qu'elle

a aimé, avant qu'il ne périsse à la guerre. Son interprétation nuancée permet de rendre tangible la personnalité passionnée, la subtilité et la rigueur de Rosa Luxembourg qui entrecroisait, non sans douleur parfois, son amour pour l'art et la nature, ses relations humaines et sa lutte politique.

La dernière lettre, faisant d'une bête de somme (un bison rapporté de Roumanie) exténuée et martyrisée, qu'elle rencontre dans la cour de la prison à l'occasion d'une corvée, la métaphore d'une humanité brimée, exploitée et avilie par ceux qui la domine, est proprement bouleversante.

Rosa la rouge

Une certaine critique voudrait en profiter pour transformer Rosa Luxembourg en icône consensuelle, en mettant en avant l'image sexiste de la « femme sensible et incomprise » qui se serait cachée derrière « Rosa la rouge », la célèbre militante marxiste qui prônait la prise du pouvoir par la force, et dont la figure a été instrumentalisée par la bourgeoisie pour alimenter la « peur des rouges. » Mais cette tentative d'aseptiser la dimension révolutionnaire de cette femme, pour la ravalier au rang d'humaniste pleine de bonnes intentions et de compassion, cette contradiction artificielle entre la sensibilité et la violence, a surtout pour but de faire oublier la vérité-

ble contradiction qui a été le moteur de la vie de Rosa Luxembourg. Le décalage, pour ne pas dire le gouffre, entre son espoir et son aspiration à la beauté, à la justice et à l'égalité, et la réalité grave, dure et oppressante qu'elle a vécue et dont elle a été le témoin. Le combat incessant de Rosa, dont on trouve les traces jusque dans sa correspondance intime, pétrie d'une conviction et d'une détermination de nature à inciter ses amis à faire preuve de lucidité et de courage, mais aussi et surtout à agir pour le socialisme, aura contribué à prouver qu'il n'y a pas de projet plus humain que de faire la révolution.



Grégory, [Sorbonne]

Note.

Au Théâtre de l'Atelier (Paris XVIIIe) 20h30 du mardi au samedi, à 17 heures le dimanche (0146064924). Prolongations jusqu'au 15 juillet.

Participer aux chaînes d'inscription : un enjeu en juillet

Le mouvement qui a eu lieu au printemps contre le CPE et la précarité a été un mouvement massif. Le retrait de ce contrat montre que c'est en étant organisé, par des assemblées générales et des coordinations régionales et nationales que l'on peut faire reculer le gouvernement. Se syndiquer, c'est avoir toute l'année un cadre de discussion et de construction des luttes pour contrer les réformes libérales à l'université, pour défendre nos droits d'étudiants, et pour en gagner de nouveaux. En janvier ce sont les militants syndicaux qui ont lancé la campagne d'information sur le CPE, et c'est l'intersyndicale qui a appelé à la manif du 7 février. Cela montre que le syndicat est un outil utile dans la construction de la mobilisation. Il est donc important, après un tel mouvement, de développer le syndicalisme sur les facs, en convaincant le maximum d'étudiants de se syndiquer.

L'occasion de rencontrer des centaines de nouveaux étudiants

Tous les ans, en juillet, des centaines de bacheliers viennent s'inscrire à la fac. Certains sont inscrits facilement, d'autres non. En tout cas, c'est le moment où l'on peut s'adresser à plein de gens, et avoir des discussions longues sur la politique de l'université, du gouvernement, et plus largement sur la société. Comme chaque année, la tendance majoritaire de l'UNEF tiendra des tables, avec cette année l'optique de tirer profit du mouvement anti-CPE en faisant un maximum de cartes. Il est alors important que nous y soyons, pour défendre une idée du syndicalisme plus combative que celle de la majorité de l'UNEF, et pour recenser les problèmes d'inscription qui se posent chaque année de plus en plus.

Construire la TTE

En interne de l'UNEF, construire la Tendance Tous Ensemble permet de montrer aux militants des autres tendances que notre orientation est crédible et efficace lors d'un mouvement. Et aux étudiants déçus par Bruno Julliard lors du mouvement, cela montre qu'une orientation combative, qui construit réellement la lutte, et qui la mène jusqu'au bout, est possible dans l'UNEF. Enfin, sur plusieurs facs, ce sont nos camarades qui ont été à la direction du mouvement, et cela prouve qu'il ne suffit pas d'être majoritaire sur sa fac, mais que les équipes minoritaires ont un rôle aussi important dans la construction des luttes.

Éducation pour tous !

Un autre aspect du travail syndical, c'est le recensement des problèmes d'inscriptions. Chaque année, la sélection augmente un peu plus à l'université, et plusieurs centaines d'étudiants se retrouvent sans inscription. D'après la loi Savary de 1984, tous les bacheliers de l'année peuvent s'inscrire dans la fac de leur choix. Les motifs de refus comme « capacités d'accueil atteintes » ou « demande hors délai » sont le plus souvent illégaux. Pour lutter contre les discriminations, il est important de défendre le droit d'étudier en informant les sans-facs de leurs droits, et en luttant avec eux jusqu'au bout pour leur inscription. De plus, avec la réforme du CESEDA, cette année risque d'être plus difficile encore pour les étudiants étrangers.

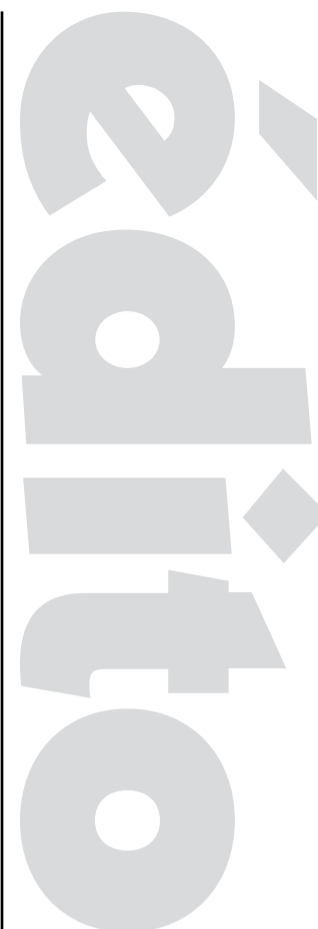
Lisa, [Jussieu]

La fête black-blanc-beur pour le gouvernement c'est surtout dans les charters qu'elle se passe, lorsque Sarko reconduit à la frontière les sans-papier... Mais pour nous, c'est toute l'année que nous luttons tous ensemble contre leur politique raciste et antisociale... Et cette année a été particulièrement riche en mobilisations. Dans les quartiers, puis dans les facs et les lycées, nous avons réussi à mettre en difficulté le gouvernement, et à redonner confiance dans la lutte à des millions de jeunes et de salariés. Les leçons que nous en tirons sont simples : construire les mouvements les plus larges et démocratiques possibles, tenir le degré d'affrontement que le gouvernement nous impose, en surmontant les divisions qui nous affaiblissent, et en comptant sur nos propres forces, dans le but de déclencher un mouvement d'ensemble.

Parce que la situation reste difficile (chômage, précarité, répression, racisme...), nous sommes nombreux à continuer le combat contre le gouvernement, en particulier contre la réforme du CESEDA et les expulsions de sans-papier. Pendant les vacances, les charters n'arrêtent pas d'expulser, ni le gouvernement de préparer des mauvais coups (c'est avec ses ordonnances de l'été dernier que Villepin avait pondu le CPE...). Alors nous ne nous arrêterons pas non plus : manifestations, actions de solidarité, protection de sans-papier... Le gros mouvement des sans-papier de l'église St Bernard, en 1995, s'était d'ailleurs déroulé pendant les vacances d'été... C'est pourquoi nous avons voulu faire un dossier sur le racisme (p. 8-9), pour approfondir sur cette question à l'actualité brûlante, et mieux s'armer pour la lutte.

Notre réponse au racisme, c'est la solidarité internationale : au-delà des nationalités et des frontières, l'idée que nous avons fondamentalement les mêmes intérêts et les mêmes ennemis. Et ça aussi, c'est l'actualité : la contagion mondiale du mouvement contre le CPE et la précarité, le développement de puissants mouvements étudiants dans plusieurs pays (Grèce, Chili...). Parce que nous sommes internationalistes, nous sommes solidaires des jeunes qui luttent contre la précarité dans d'autres pays, et nous tenons à populariser leurs luttes (p. 6-7). Notre solidarité va aussi à la résistance des Palestiniens, qui sont en train de vivre la plus violente attaque israélienne depuis plusieurs années. Nous sommes en solidarité avec les résistants palestiniens, dans leur lutte pour un État. Dans un contexte d'arrogance des impérialistes, et de menaces guerrières contre l'Iran ou la Corée du Nord.

Parce que malgré tout, les vacances sont un moment plus calme, c'est l'occasion de prendre le temps pour s'informer et se former plus en profondeur. C'est le but de la formation sur le trotskysme (p. 12-13). C'est aussi pourquoi nous devons être nombreux au camp international de jeunes, et à l'université d'été de la LCR (p. 16). L'année prochaine, certains seront plus préoccupés par les élections que par les luttes. Nous pensons, au contraire, que l'année prochaine doit commencer par un automne chaud... Alors, refaisons nos batteries, et soyons prêts dès le 1er septembre !



Sommaire

Monde

Palestine	p. 4
Solidarité avec les LGBT du monde entier	p. 4
Brigade de solidarité au Venezuela	p. 4
Révolution iranienne	p. 5
Bush ne sait que faire	p. 5

Dossier « Luttes étudiantes »

Projet de la classe dominante	p. 6
Mouvement social au Danemark	p. 6
Mouvement lycéen au Chili	p. 6
Mouvement étudiant en Grèce	p. 7
Interview de Christos, Etudiant Grec	p. 7

Dossier « racisme et colonialisme »

D'où vient le racisme ?	p. 8
Colonialisme Français au Maghreb	p. 8
Analyse de la réforme du CESEDA	p. 8
Quelle politique anti-raciste ?	p. 9
Impérialisme français	p. 9

Débat « antilibéralisme » p. 10

Hexagone

Conférence Nationale de la LCR	p. 11
Le programme du PS	p. 11
Extrême-droite	p. 11

Formations « les trotskysmes et la IV^e Internationale »

D'où vient la IV ^e internationale ?	p. 12
Un marxisme vivant	p. 12
Six apports du trotskysme	p. 13

Kultur

Cinéma et politique	p. 14
Théâtre : Rosa, la vie	p. 14
Cinéma : The road to Guantanamo	p. 14

Sexualité

Comment combattre le machisme ?	p. 15
---------------------------------	-------

Jeux / Tchousky p. 15

JB, [Nanterre]

La répression : un long combat s'annonce

On le sait, la répression du mouvement anti-CPE est une des plus féroces qu'ait connues le mouvement social en France. Mais, tout comme ce mouvement était la convergence de luttes précédentes, sa répression se place indiscutablement dans la continuité de la criminalisation des actions militantes depuis quelques années. Plusieurs exemples servent à le montrer.

À Lyon

Récemment, un militant de Lyon a été condamné pour avoir tiré (sans le dérober) le sac d'une flic en civil dans une manif au mois de mars. Interpellé très violemment à la fin de la manif (et non sur le fait), il est

passé en comparution immédiate et a été condamné à deux mois de prison... Le fait est qu'il était déjà sous le coup d'un sursis pour avoir participé à une action contre une expulsion de sans-papier quelques mois avant. Mais cette peine ne suffisait pas au parquet, qui a donc fait appel. Résultat : six mois ferme, cinq ans de privation des droits civiques et familiaux ! On est en plein délire.

À Paris

Même délire pour huit anciens militants du mouvement lycéen de 2005. En avril 2005, 165 personnes s'étaient retrouvées en garde à vue pour avoir occupé une annexe du ministère de l'Éducation à Paris. Neuf avaient été mises en examen.

Mais en février, neuf mois plus tard, huit étaient convoquées au commissariat du 15^e arrondissement pour... « Finir » leurs gardes à vue ! Par exemple, celui qui avait fait 20 heures le 20 avril en a fait quatre en février, car une garde à vue est de 24 heures !

Le 21 juin, la juge

d'instruction a convoqué ces huit personnes et leur a signifié leur mise en examen pour le même motif que les neuf premiers : « dégradation de biens publics et réunion » et « violences sur agents de la force publique en réunion, avec armes par destination, n'ayant pas entraîné d'interruption de temps de travail. » 17 mis en examen, plus d'un an après les faits, qui attendent donc leur procès. Le risque maximal : cinq ans de prison (alors que personne n'a été blessé) et 75000 euros à rembourser, car telle est la (délirante) estimation des dégâts faite par le Ministère de l'Éducation.

Une convocation au commissariat juste au début du mouvement contre le CPE, une mise en examen juste à la fin... Qui osera parler de hasard ?

À Nanterre

On ressort aussi les vieux dossiers pour cinq syndicalistes étudiants de Paris X Nanterre. En octobre 2003, ils avaient occupé le toit de la fac avec des étudiants non-inscrits. Condamnés par la fac à deux mois d'exclusion avec sursis au printemps 2004, ils ont été convoqués au CNESER en juin pour passer en appel. Est-ce une coïncidence si sur les cinq, deux ont été porte-parole de la Coordination pendant le mouvement ? Néanmoins, en préparant leur défense efficacement, ils ont vu leur

peine réduite à un « blâme. »

Organisons-nous !

Face à une nouvelle génération militante prête à en découdre, le gouvernement met en place un dispositif répressif très dur : on l'a vu dans les banlieues, dans les différentes grèves, à travers les différentes lois répressives. Nous pouvons et devons être à la hauteur pour que la montée des mouvements de résistance ne s'arrête pas là. Cela signifie les créations de collectifs locaux contre la répression, afin de recenser les cas, de venir en aide aux inculpés, de lutter contre la répression administrative et d'avoir des réseaux prêts à s'activer dans l'avenir. Pour cela, le collectif Assistance juridique, composé d'étudiants de droit soutenant les mouvements sociaux, projette de créer un pool d'avocats militants prêts à défendre les victimes de la répression.

Enfin, nous ne devons jamais perdre de vue la revendication d'amnistie pour tous les condamnés des mouvements sociaux. Nous devons nous battre pour l'obtenir avant 2007, et si tel n'est pas le cas, pour que le futur Président, qui qu'il soit, n'ait d'autre choix que de la proclamer dès son élection !



Palestine : un changement de régime à l'israélienne

En janvier dernier, la population palestinienne a élu le Hamas pour prendre les commandes de l'autorité palestinienne. En faisant ce choix, les électeurs palestiniens ont lancé un message clair : assez de corruption, de négociations qui ne vont nulle part, de compromissions, de capitulations face à Israël. Par ce vote, c'est un véritable défi que les Palestiniens ont lancé à Israël, affirmant qu'ils refusaient de se soumettre et qu'ils continueraient de se battre pour leurs droits.

« Capitulez ou mourrez de faim ! »

Israël et ses amis impérialistes ont décidé de faire payer le prix fort à la population palestinienne. Tout d'abord en les asphyxiant un peu plus : renforcement

tionné, même si Abu Mazen et ses amis (l'ancienne direction de l'autorité palestinienne) ont tout fait pour accentuer le chaos en favorisant les tensions internes (incidents armés, incendies de locaux du Hamas et du gouvernement...). En affrontant ouvertement le Hamas, ils entendaient prouver à Israël qu'ils partageaient son souci de se débarrasser du nouveau gouvernement. En se posant en alternative « modérée », prête à négocier des miettes de pains, Abu Mazen et les siens cherchent un soutien à l'extérieur, à défaut de l'avoir dans la population.

La foudre se déchaîne : opération « Pluie d'été »

Leur heure viendra sans doute bientôt. Israël a en effet décidé de passer à l'étape suivante dans son offensive contre la résis-

et d'Abu Mazen).

Israël a donc décidé de décapiter la résistance de la base au sommet, de liquider l'esprit même de résistance, tout en invoquant, comme d'habitude, la légitime défense.

Israël, qui détient 10000 otages palestiniens dans ses prisons, qui prend quotidiennement en otage plus de 3 millions de Palestiniens, qui massacre allégrement des dizaines de civils... est la victime !

Les choses sont pourtant claires : Israël veut se débarrasser une bonne fois pour toute de la résistance et du gouvernement Hamas et remettre en selle l'équipe d'Abu Mazen, plus conciliante vis-à-vis du projet sioniste. Ehoud Olmert déclarait début juin (c'est-à-dire avant l'enlèvement du soldat) qu'« Abu Mazen est une personne très authentique et j'ai un immense respect pour lui. (...) Il lui revient de désarmer les organisations terroristes et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour l'aider » (1).



Pas de tergiversations

Face à l'hypocrisie ambiante notre soutien à la résistance palestinienne doit être sans faille : Israël doit libérer les membres du Hamas arrêtés, ainsi que tous les prisonniers palestiniens. Israël doit se retirer de l'ensemble des territoires occupés afin que les Palestiniens puissent exercer leur droit à l'autodétermination. Enfin, nous devons nous opposer à toute tentative de renversement du gouvernement par Abu Mazen et ses hommes, qui ne trouvent rien de mieux à faire début juillet que d'appeler à mettre fin aux opérations anti-israéliennes alors que les victimes palestiniennes se comptent chaque jour par dizaines.

Notre camp est celui de la résistance, pas celui de l'impérialisme, du sionisme et de la collaboration.

Julien, [LCR, Paris 19]

Note

(1) Dépêche AFP, 11 juin 2006.



Une brigade de solidarité des JCR au Venezuela !

Une quinzaine de militants des JCR de Toulouse viennent de partir pour le Venezuela. Ils partent dans le cadre d'une brigade de solidarité, pour s'informer précisément sur les développements du processus révolutionnaire, et en ramener le maximum d'infos.

Ils vont vivre dans l'un des quartiers les plus politiquement actifs de Caracas, le Barrio La Vega. Ils veulent établir des liens avec l'UNT (le nouveau syndicat « lutte de classe », désormais majoritaire), notamment suite à sa campagne pour le contrôle ouvrier dans les entreprises. Des liens existent déjà, par exemple, entre l'usine sidérurgique autogérée de Fumel (dans la région de Toulouse), et Invepal, un équivalent vénézuélien. Ils doivent aussi aller à Ciudad Bolivar, pour visiter une coopérative agricole, et voir où en est le mouvement des paysans sans terre. Enfin, ils ont aussi prévu de se pencher sur la situation des femmes au Venezuela et leur place dans le processus, sur le développement du nouveau parti révolutionnaire (le PRS)...

Certains d'entre eux seront aux RIJ pour nous faire bénéficier de leur expérience.

Carlito, [Nanterre]

Attentats suicides à Guantanamo

Le 10 juin 2006 trois prisonniers détenus à Guantanamo se sont suicidés en se pendant avec des draps. Ils faisaient partie de ceux qui quelques mois auparavant avaient participé à une grève de la faim pour protester contre leur traitement inhumain et illégal. Des aveux mêmes du Pentagone en janvier 2005, il y aurait eu 41 tentatives de suicide par 25 détenus, dont 23 tentatives au cours d'août 2003, 10 lors d'une même journée. L'amiral Harris, commandant de la base, a dit que les trois prisonniers n'avaient « aucun respect pour la vie, que ce soit la nôtre ou la leur... Je crois que ce n'était pas un acte de désespoir, mais un acte de guerre asymétrique contre nous. » Cela se passe de commentaires...

Répression au Mexique

Au Mexique, dans le centre de la ville de Oaxaca, des enseignants manifestant pacifiquement depuis près de trois semaines pour la revalorisation de leurs salaires ont été dispersés dans le sang le 14 juin par les forces de police. Il y eut 4 morts, dont deux enfants, et de nombreux blessés. Une centaine d'enseignants ont disparu, plusieurs ayant été embarqués de force dans des voitures sans plaque. Certains témoignages affirment que 5 enseignants auraient été violés pendant leurs gardes à vue. Deux jours plus tard, 300 000 personnes, des enseignants venus de tous les États du Mexique pour la plupart, marchaient à nouveau et de manière déterminée vers le centre de Oaxaca pour protester contre la répression et demander la démission du gouverneur de l'État.

L'homosexualité, délit au Maroc

Le 24 avril, Jack-Henry Soumère, directeur de théâtre et militant des droits des homosexuels a été arrêté au Maroc pour des accusations « d'homosexualité, d'incitation d'un mineur de moins de 18 ans à la prostitution, de détention et consommation de résine de cannabis, d'aménagement d'une résidence pour la prostitution et détention d'objets et d'images pornographiques. » Le dossier qui l'accusait a été monté de toutes pièces par la police marocaine, à tel point que la Justice l'a « seulement » condamné le 28 juin à quatre mois de prison avec sursis pour homosexualité. Il n'en reste pas moins que l'odieux amalgame entre homosexualité, prostitution et viol sur mineur est encore utilisé pour prohiber la liberté sexuelle.

du siège des zones palestiniennes, suppression des aides financières à l'autorité, reprise des assassinats de résistants...

Israël et ses alliés espéraient, en organisant le chaos et le chantage à la faim, que la population ferait porter la responsabilité de ses malheurs sur le gouvernement Hamas et renoncerait définitivement à la lutte. L'alternative offerte était la suivante : ou vous capitulez, ou vous mourrez de faim.

La manœuvre n'a pour l'instant pas fon-

ctionné et le gouvernement Hamas. Prenant prétexte de l'enlèvement d'un soldat israélien le 25 juin dernier, Israël a lancé une opération militaire d'envergure baptisée du doux nom « opération pluie d'été » : bombardements massifs et « incursions » à Gaza, assassinats de militants (et de civils...), arrestations de 64 responsables du Hamas (dont 8 ministres et le président du parlement, fait sans précédent qui n'a entraîné que quelques timides protestations de la « communauté internationale »

Solidarité avec les LGBT du monde entier

Lech kackzynski, le nouveau président de la Pologne se fait désormais le porte-parole de l'homophobie. Alors que, maire de Varsovie, il a entre autre interdit la Gay Pride l'année dernière, il voudrait aujourd'hui interdire d'exercer dans l'enseignement les personnes homosexuelles.

Une situation alarmante dans plusieurs pays

L'homophobie connaît actuellement une montée sans précédent en Pologne mais aussi en Russie et en Lettonie qui vient d'interdire officiellement le mariage homosexuel. À Cracovie, le maire a fermé le local d'une organisation féministe et progressiste le 31 mars dernier et la Gay Pride a été attaquée par des groupes de la LPR (Ligue des Familles polonaises).

D'autre part, le 27 mars dernier, la Gay Pride de Moscou qui était



interdit par les autorités s'est vue attaquée par des groupes de fascistes et d'extrémistes orthodoxes qui avaient comme mot d'ordre « Moscou n'est pas Sodome » alors que la police arrêtait des centaines de manifestants de Russie mais aussi des plusieurs pays venus les soutenir : Nicolaï Alekseïev, porte-parole du mouvement LGBT russe s'est lui-même fait arrêter ainsi que d'autres représentants du mouvement LGBT européen.

La résistance ne faiblit pas

Pour autant, grâce au soutien international à la Pologne, la Gay Pride de Varsovie qui a eu lieu le 10 juin a connu un réel succès : une délégation de plusieurs dizaines de personnes venues des quatre coins de l'Europe ainsi que des élus de gauche sont venus soutenir les homosexuels polonais. Ainsi, la Gay Pride a réuni entre 5000 et 10000 personnes qui, malgré la présence de plusieurs groupes homophobes, ont

scandé des slogans contre le gouvernement et ses propos homophobes, ainsi que contre la présence d'un ministre d'extrême droite au gouvernement.

Mais l'extrême droite prend confiance...

Depuis la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est, les groupes d'extrême droite ont de plus en plus d'influence et se permettent d'attaquer des manifestations progressistes et de prétendre à des postes dans les gouvernements. S'ils ont aujourd'hui la possibilité d'avoir une certaine influence c'est parce qu'il n'y a pas de parti suffisamment influent pour convaincre les Polonais d'une réelle alternative à la misère qu'engendre un capitalisme sauvage. Il est alors nécessaire d'apporter notre solidarité aux mouvements LGBT et féministes dans les pays de l'Est.

Minoushka, [Nanterre]

Quatrième Internationale



Six apports du trotskisme

Le « trotskisme » est un ensemble de théories et de pratiques politiques, soit découvertes par Trotsky, soit héritées de Marx, Lénine, et des premières expériences révolutionnaires (la Commune, la Révolution Russe...). Le programme trotskyste se veut une synthèse des meilleures expériences du mouvement ouvrier, une stratégie de combat contre le capitalisme. Nous nous limiterons ici à exposer les apports de Trotsky.



Le développement inégal et combiné

Tous les pays ne se sont pas développés au même rythme, et ne sont pas devenus capitalistes en même temps. Les premiers pays capitalistes (Angleterre, France) ont développé un besoin vital d'expansion: besoin d'envahir de nouveaux pays, pour y introduire le capitalisme, profiter des matières premières et de la main d'œuvre, et pour y écouler leurs marchandises. C'est le stade impérialiste du capitalisme.

Mais ce que Trotsky a découvert, c'est que les pays « retardataires » ne suivent pas, en accéléré, le même chemin que les premiers pays capitalistes: développement de l'économie de marché, de la démocratie bourgeoise... (comme l'argumentaient les courants social-démocrate et stalinien). Comme le développement capitaliste de ces pays s'effectue sous pression étrangère, cela perturbe profondément les structures économiques, sociales et politiques des pays.

Et le résultat est une combinaison (instable et explosive) entre les maux de la vieille société et l'exploitation capitaliste: dans la Tanzanie actuelle décrite par Le cauchemar de Darwin, l'introduction d'une industrie de filets de poissons a complètement détruit l'ancien commerce et l'ancienne société, sans les remplacer par une société bourgeoise démocratique. Cela a créé une classe ouvrière surexploitée dans des usines de conditionnement de poisson, à côté des couches sociales issues de la société traditionnelle (pêcheurs, marchands...).

La révolution permanente

En conséquence, la révolution dans les pays dominés ne peut pas suivre les mêmes étapes que dans les pays impérialistes (renforcement de la bourgeoisie, qui renverse le féodalisme, apparition et renforcement du mouvement ouvrier, qui renverse la bourgeoisie). Parce que la

bourgeoisie des pays dominés est intégrée au commerce mondial, et a plus d'intérêts communs avec le féodalisme et l'impérialisme qu'avec son propre peuple, elle a peur d'un affrontement avec eux, et est donc incapable d'effectuer les tâches classiques d'une révolution bourgeoise (comme la Révolution Française de 1789: indépendance nationale réelle, droits démocratiques, partage des terres...).

Les seuls qui sont capables de mener ces tâches à bien (avec assez de force sociale et de courage politique), ce sont les travailleurs (ouvriers, paysans pauvres). Mais si ces derniers se retrouvent à diriger une révolution pour effectuer ces tâches, ils ne rendront pas gentiment le pouvoir à la bourgeoisie. C'est le processus que Trotsky appelle dès 1905 la « révolution permanente ». Et c'est ce qui s'est

passé en Russie en 1917 (puis en partie en Chine, à Cuba, au Vietnam): après avoir effectué les tâches « bourgeoises-démocratiques » que la bourgeoisie n'osait pas accomplir, les travailleurs au pouvoir ont immédiatement embrayé sur des mesures socialistes comme la socialisation des moyens de production, le contrôle ouvrier sur les entreprises, la démocratie ouvrière

Contrairement aux autres marxistes, Trotsky avait prévu qu'une révolution sociale pouvait toucher un pays dominé avant les pays développés. Et que cela lancerait une réaction en chaîne. C'est ce qui s'est passé après la Révolution Russe (nombreuses crises révolutionnaires en Europe de 1918 à 1923). Mais il savait aussi qu'une révolution dans un pays peu développé comme la Russie ne pourrait aller jusqu'au bout (progrès économique, démocratique, culturel...) sans le soutien de victoires révolutionnaires dans des pays développés (Allemagne, France...). Trotsky et Lénine mettaient tous leurs espoirs dans le développement mondial de la révolution.

La bureaucratie et la contre-révolution stalinienne

Mais les crises révolutionnaires européennes échouèrent. Et la Russie soviétique se retrouva isolée. Le manque de perspectives et l'épuisement après plusieurs années de guerre civile renvoyèrent les travailleurs russes dans l'apathie et le désintérêt pour la politique. C'est sur cette base qu'une minorité a réussi à confisquer le pouvoir, à s'octroyer des privilèges, et à revenir sur une partie des conquêtes de la Révolution d'Octobre

Trotsky et Lénine furent les premiers à analyser et combattre le développement de cette nouvelle couche sociale qui s'appropriait le pouvoir: la bureaucratie soviétique.

Pour conquérir et conserver le pouvoir, Staline et la bureaucratie « communiste » ont accompli une véritable contre-

révolution. Ils ont éliminé la démocratie ouvrière en URSS (traque des opposants, goulags...), et trahi les révolutions dans d'autres pays (Espagne en 1936...) au profit d'accords diplomatiques avec l'impérialisme. D'où la théorie stalinienne du « socialisme en un seul pays » (opposée à la révolution permanente): empêcher la révolution dans les autres pays, en échange de la tranquillité de l'URSS.

Le fascisme et le front unique ouvrier

La défaite des révolutions européennes a donné naissance à un nouveau courant politique, dont le but était la destruction du mouvement ouvrier et la militarisation de la société capitaliste: le fascisme. Un leader charismatique, une propagande nationaliste, raciste et antisémite, un vernis vaguement social, des foules de chômeurs et de petits bourgeois désorientés, du financement et des armes, le tout transformé en outil de combat contre les syndicats et les partis ouvriers. Voilà l'ultime solution de la bourgeoisie pour mettre fin au péril rouge, par la force. Le meilleur exemple est l'Allemagne des années 1930.

Face à ce nouveau danger, les réactions sont multiples: les sociaux-démocrates espèrent se protéger derrière les institutions de la République, les stalinien préfèrent combattre les sociaux-démocrates (appelés « sociaux-fascistes »), et les trotskystes se retrouvent seuls à mesurer la gravité de la situation. Ils proposent de toutes leurs maigres forces l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières contre cet ennemi mortel. Malheureusement, la division demeure, et le fascisme triomphe.

Depuis cette défaite majeure, le courant trotskyste a gardé le réflexe de proposer l'unité d'action aux autres courants ouvriers, à chaque fois qu'un accord est possible sur un objectif pratique commun: contre les fascistes, contre une guerre, contre une réforme réactionnaire... Le principe est simple: « Marcher séparément, frapper ensemble ».

L'auto-organisation et la démocratie ouvrière

Dans cette idée de réunir toutes les forces sur un objectif commun de lutte, il s'agit de réunir les différentes organisations ouvrières (syndicats, partis...), mais surtout de surmonter les divisions qui existent chez les opprimés (division par

sexe, âge, couleur, nationalité, croyance, syndiqués ou non syndiqués...). L'objectif est d'unifier les opprimés, pour que tous puissent s'impliquer dans la lutte, et la prendre en charge eux-mêmes.

Il s'agit d'activer l'immense potentiel qui existe chez les travailleurs, les femmes, les jeunes... et qui est en permanence étouffé par la société capitaliste, mais aussi par les directions syndicales et politiques bureaucratiques. Pour cela, le courant trotskyste a toujours compté sur l'auto-organisation et la démocratie ouvrière: les décisions doivent être prises par le plus grand nombre (et non par des états-majors), avec des débats démocratiques et des votes, en assemblées générales. Les élus ne doivent avoir aucun avantage, et doivent être contrôlés et révocables par leur base. Ce type de fonctionnement est à la fois notre stratégie pour les luttes, et notre projet de société.

La démarche transitoire

Pour établir cette continuité entre les luttes revendicatives et le changement de société, Trotsky a élaboré l'idée de démarche transitoire. Il s'agit d'un programme qui comprend des mesures immédiates, compréhensibles par n'importe quel travailleur, mais qui, dans leur application, remettent en question le système. C'est un programme de transition.

Par exemple l'interdiction des licenciements: la peur du chômage et le refus de l'arbitraire patronal rendent cette revendication très populaire, mais son application implique une attaque majeure contre le pouvoir de la bourgeoisie. De même que la levée du secret bancaire, commercial et industriel: s'il ne peut plus cacher la vérité à ses salariés, un patron aura du mal à leur faire accepter leurs salaires, leurs cadences de travail...

Cette démarche transitoire a pour but de mettre en action les travailleurs pour obtenir certaines mesures concrètes qui, dans leur application, engagent une dynamique de confrontation avec la bourgeoisie et le système capitaliste. Une dynamique de confrontation dont l'issue est révolutionnaire!

Haim, [Nanterre]



Dans les pays impérialistes

Notre hypothèse stratégique est que la révolution passera par la grève générale. Nous construisons les luttes dans cette optique. Mais nous n'avons pas un schéma préétabli pour la construction du parti.

Dans certains pays, pour avoir une audience importante et être utile à l'ensemble des travailleurs du pays, la section de la IV fait partie d'une coalition ou d'un parti large qui ne regroupe pas que des révolutionnaires.

C'est le cas en Angleterre où l'ISG participe à « Respect », coalition large, née du mouvement antiguerre, qui essaye de regrouper les forces à la gauche de Blair. De même, au Danemark, le SAP est dans « l'Alliance Rouge et Verte », qui elle aussi regroupe la gauche antilibérale et anticapitaliste.

En Italie nos camarades sont membres du Partito Rifondazione Comunista (Parti de la Refondation Communiste), fondé par des anciens stalinien aujourd'hui membres de la coalition de centre-gauche de Prodi. En animant une tendance, Sinistra Critica (Gauche critique), d'opposition au sein de ce parti, nos camarades proposent une orientation alternative à la direction qui capitule aujourd'hui.

Au Portugal, le PSR est une composante du Bloc des Gauches, avec des partis sociaux-démocrates radicaux et un ancien parti maoïste. Ils sont particulièrement actifs dans les campagnes pour les droits des femmes et des LGBT, très en retard au Portugal. En Allemagne, certains militants de la Quatrième Internationale, ceux de l'ISL, agissent au sein du Linkspartei, né des mouvements sociaux anti-Schroöder et de l'ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est. Ils mènent des batailles contre les anciens communistes qui, tout en construisant le Linkspartei, participent à des exécutifs de gestion avec la gauche sociale-libérale (au conseil municipal de Berlin par exemple).

Au Brésil, nos camarades avaient participé à la fondation du Parti des Travailleurs dans les années 1980. Ils en ont été exclus lorsqu'ils ont refusé de voter les réformes anti-sociales de « Lula ». Aujourd'hui, ils sont membres du PSOL, parti anticapitaliste, dont tous les membres ne sont pas à la Quatrième Internationale

Là où c'est possible, nous sommes un parti révolutionnaire en tant que tel. Comme en France, avec la LCR, en Belgique avec le POS-SAP, en Allemagne (le RSB)...

Dans les pays « dominés ».

Nous pensons que la révolution passera par des luttes de libération nationale, où la population se libérera dans un premier temps du pays envahisseur, puis de sa bourgeoisie. Par exemple, aux Philippines, les camarades du RPM-mindanao mènent la lutte armée contre l'envahisseur américain.

Les Trotskismes et la

Si l'actualité est remplie de références aux trotskystes (Olivier Besancenot, Arlette Laguiller...), ou aux anciens trotskystes (Jospin...), il est beaucoup plus rare d'entendre parler du trotskysme, en tant que courant politique.

Le but de ce dossier est justement de revenir sur les conditions dans lesquelles s'est formé le courant trotskyste, sur ses théories fondamentales, et sur sa réalité actuelle à travers le monde.

À l'origine, le concept de « trotskysme » a été inventé par les staliniens, dans leur lutte sans merci contre l'opposition de gauche en URSS. Trotsky et ses camarades opposés préféraient se définir comme « marxistes révolutionnaires ».

Se dire « trotskyste » aujourd'hui, c'est revendiquer des principes politiques, mais aussi un héritage, une histoire remplie de rage révolutionnaire, de persécutions et d'héroïsme. C'est ce que nous avons voulu partager.

D'où vient la IV^e Internationale ?

Après 4 ans de guerre civile en URSS, une bureaucratie s'empare de l'appareil de l'État soviétique et du Parti Communiste, le faisant fonctionner à son profit. Vu la place qu'occupe le Parti communiste russe dans l'Internationale Communiste, sa bureaucratization se transmet à l'appareil de l'Internationale qui ne fonctionne bientôt plus qu'au service des intérêts de la bureaucratie soviétique.

En 1923 se regroupe autour de Léon Trotsky, l'opposition de gauche du PCF soviétique, qui veut lutter contre la bureaucratization du parti et de l'État. En 1927, l'Opposition est défaite. Les vieux bolcheviques sont exclus puis envoyés en déportation. Trotsky est exilé à Alma-Ata en 1928 puis chassé d'URSS en 1929.

Redresser l'Internationale Communiste

À partir de 1929, Trotsky tente de former une fraction bolchévique-léniniste à l'échelle mondiale pour redresser la III^e Internationale.

En avril 1930 l'opposition organise une

première conférence internationale, sur trois points. Premièrement, la défense de l'URSS, toujours considérée comme un État ouvrier en raison de son infrastructure économique, même si son régime politique devait être complètement transformé.

Ensuite sur le front unique contre le fascisme: très tôt Trotsky est d'une clairvoyance exceptionnelle en ce qui concerne le danger nazi et la politique suicidaire du Komintern imposée au PCF allemand. Enfin, la lutte pour le redressement de l'Internationale Communiste: l'objectif est de convaincre et de gagner des militants, dont un grand nombre sont encore d'authentiques révolutionnaires.

Pour la révolution, une nouvelle internationale: la IV^e !

Profitant de la tragique division du mouvement ouvrier allemand, Hitler accède



légalement au pouvoir en 1933. Une féroce répression s'abat sur les socialistes et les communistes allemands. Trotsky écrit: « une organisation qui n'est pas réveillée par le coup de tonnerre du fascisme est

bien morte et rien ne la ramènera à la vie ». Cette défaite, et l'absence de réaction quant à la politique suivie jusque-là, amènent à conclure que l'IC était devenue irrédressable. Il faut donc entreprendre la construction d'une nouvelle Internationale.

L'approche était similaire à celle qui avait été adoptée lors de la fondation de la III^e Internationale. Les principaux partis ouvriers de l'époque avaient fait faillite face à la Première guerre mondiale, en s'avérant incapables de mener une lutte révolutionnaire. C'est en partant de ce constat que les dirigeants de la révolution d'Octobre, et des militants de la gauche socialiste et d'autres courants « lutte de classes », avaient pris l'initiative de donner

naissance à de nouveaux partis et à une nouvelle Internationale. Dix ans plus tard, c'est l'échec de la nouvelle Internationale, qui n'a pas réussi, à quelques exceptions près, à arracher l'hégémonie aux partis sociaux-démocrates et qui a adopté des conceptions, des orientations et des méthodes organisationnelles qui provoquent ou contribuent à provoquer des défaites majeures.

La montée du mouvement de masses de 1936 en France et en Espagne est réelle. Mais ces événements surviennent trop tôt pour que les organisations de l'Opposition de gauche aient pu accumuler la masse critique nécessaire pour y jouer un rôle déterminant, et les crises révolutionnaires dans les deux pays s'achèvent par le Front populaire en France, et la victoire de Franco en Espagne. Voilà ce qui pousse Trotsky et une poignée de militants d'une vingtaine de pays à concrétiser le choix de juillet 1933 en fondant en septembre 1938 la IV^e Internationale.

Gaël, [Metz]



Qu'est-ce que la Quatrième Internationale aujourd'hui ?

La Quatrième Internationale (Secrétariat Unifié) est une organisation internationale luttant pour la révolution socialiste. Elle est composée de sections (comme la LCR en France), de militants qui acceptent et appliquent ses principes et son programme. Organisés en sections nationales, ils sont unis dans une seule organisation mondiale, agissant en commun sur les grandes questions politiques, et débattant librement dans le respect des règles de la démocratie.

La Quatrième Internationale est présente dans une trentaine de pays et entretient des relations fraternelles avec des partis d'une vingtaine de pays.

Pour faire la révolution dans un pays et dans le monde entier, il faudra un parti révolutionnaire, qui ne fera aucun compromis avec l'ordre existant. Pour la Quatrième Internationale, il ne s'agit pas de cloner un type d'organisations dans chaque pays, mais au contraire de prendre en compte les différences propres à chaque pays. Ces organisations nous permettent de transmettre ce que nous avons appris des luttes et de l'histoire.

Aujourd'hui, après la fin de l'URSS, il s'agit de reconstruire chez les jeunes et les salariés, la conscience d'être la force qui produit les richesses de cette société, qui a le pouvoir de changer les choses en profondeur.

Les autres courants révolutionnaires et anticapitalistes

Dans leur histoire, les trotskystes et les révolutionnaires se sont beaucoup divisés. Aujourd'hui, la Quatrième Internationale œuvre à l'unité des révolutionnaires. Comme en France, où la LCR entretient des liens privilégiés avec Lutte Ouvrière, où bien en Écosse où différents courants révolutionnaires et progressistes (dont la IV) participent au SSP (Socialist Scottish Party).

Nous discutons aussi avec les autres courants politiques internationaux, comme l'IST (International Socialist Tendency). En Europe, nous participons à la Gauche Anticapitaliste Européenne. Celle-ci se rassemble en Conférence environ deux fois par an (notamment lors des contre-sommets à l'Union Européenne). Elle regroupe des partis et mouvements auxquels nos camarades appartiennent parfois, tels que l'Alliance Rouge-Verte (Danemark), le Bloc de gauche (Portugal), le SSP (Écosse), l'Alliance socialiste (Grande-Bretagne), etc. Récemment, le Parti de refondation communiste (Italie) l'a rejoint, tout en faisant partie du GUE (Gauche Unie Européenne, des partis communistes).

En Asie, à l'initiative du DSP (Democratic Socialist Party, Australie), des Conférences de solidarité Asie-Pacifique rassemblent, tous les deux ans, un arc très large de partis radicaux, anti-impérialistes et mouvements sociaux.

Un marxisme vivant !

Le marxisme est-il mort après la chute du mur ? Certains le pensent. Pourtant, les inégalités dues au système capitaliste sont, elles, toujours d'actualité. Le marxisme, qui vise à les combattre a donc encore toute sa place. Pourtant ce n'est pas un dogme figé, datant d'il y a un peu plus d'une centaine d'années, et qui donnerait des réponses qui seraient calquées sur la réalité d'alors. C'est une théorie de la pratique révolutionnaire, et non un manuel du « comment

faire dans n'importe quelles circonstances » ou du « comment se positionner sur n'importe quel sujet ». Le marxisme s'enrichit de la réalité des luttes émancipatrices, des mouvements, du contexte politique et historique dans lesquelles elles évoluent. Et c'est ce qui fait que le marxisme est bien vivant.

C'est ainsi qu'on ne va pas plaquer le schéma des luttes passées sur les luttes actuelles. Par exemple, les luttes écologistes prennent plus d'importance à l'heure actuelle, du fait de la dégradation de plus en plus importante de la planète. C'est aussi, par exemple, ce qui fait qu'on a pu beaucoup apprendre des luttes contre l'oppression des femmes et des lesbiennes, gays, bis et transgenres, avec l'analyse de la construction du genre. C'est aussi grâce au mouvement lycéen de l'année dernière que pendant le mouvement sur le CPE, se sont autant développés les blocages des facs et de lycées, alors que cela avait

très peu cours auparavant dans la jeunesse.

Mettre fin à l'exploitation capitaliste ne résoudra pas automatiquement tous les problèmes. Il existe de nombreuses oppressions: femmes, LGBT, immigrés... utilisées par les classes dominantes, pour nous diviser et masquer la division en classes sociales. Elles ne disparaîtront pas mécaniquement avec la fin du capitalisme. Ceux qui le prétendent veulent résumer l'ensemble des problèmes de l'humanité au conflit entre travail et capital, c'est-à-dire faire de la lutte anticapitaliste une lutte seulement économique.

C'est cette analyse qui justifie la nécessité de l'auto organisation des opprimés pour leurs propres intérêts. En intégrant cela à sa démarche globale, le marxisme prend en compte la multiplicité des formes de domination. Pour abolir les oppressions, nous considérons, comme marxistes, que la mort du système qui leur permet de se maintenir reste une précondition. Mais compte tenu de la profondeur de l'enracinement des rapports sociaux d'oppression, seule l'auto organisation massive garantit

la possibilité de l'émancipation. Le marxisme s'est constamment enrichi de l'auto organisation et du combat permanent des groupes opprimés qui portent de nouvelles formes d'organisation, de nouveaux mots d'ordres, de nouvelles exigences. Parvenir à assimiler et à intégrer ces éléments à notre démarche globale est un enjeu majeur. La force de la grille d'analyse marxiste de la société est d'avoir su relever le défi. Pour autant, il serait faux de prétendre que la compréhension des acquis de ces nouvelles luttes est toujours immédiate, comme en témoignent la longue période qui était nécessaire pour la reconnaissance de la nécessité d'un mouvement autonome des femmes et le débat et les polémiques suscités par la lutte contre les exclusions des filles voilées des lycées et l'appel des indigènes de la république.

Dimitri, [Metz] et Macha, [Strasbourg]



Révolution iranienne: une révolution islamique ?

Les menaces qui pèsent actuellement sur l'Iran nécessitent de revenir sur l'histoire de ce pays. Surtout pour contrer la vision arrogante et islamophobe qui présente les Iraniens comme un peuple abruti par les islamistes qui auraient pris le pouvoir en 1979 lors de la révolution « islamique. »

L'expérience iranienne est des plus intéressantes, y compris pour comprendre comment un processus révolutionnaire peut se dérouler.

Face à la crise: révolution !

La crise économique du milieu des années 1970 crée un bouleversement à une échelle mondiale. En Iran, le régime du Shah (mis au pouvoir lors d'un coup d'État organisé par la CIA en 1953) voit ses contradictions internes s'exacerber. En effet, la direction économique du pays se divise entre d'un côté les branches du capitalisme moderne associées à l'État et de l'autre les branches plus traditionnelles, centrées sur le bazar (celui-ci fournissant les 2/3 du commerce de gros et les 3/4 du commerce de détail).

Au même moment, la crise accentue le mécontentement des travailleurs et des paysans déracinés qui avaient récemment

les Feddayins (guérilleros de gauche) et les Moudjahidin du peuple (gauche islamiste) organisent de vastes mutineries en février 1979 provoquant le renversement révolutionnaire du régime.

L'opposition à la monarchie s'était cristallisée autour de l'Ayatollah Khomeyni, en exil vers Paris, réunissant une grande partie des forces sociales insurgées. À son retour à Téhéran en janvier 1979, il devient le chef symbolique de la révolution.

Étant donné que les grèves et les mutineries n'étaient pas de son dû, son autorité sur le soulèvement révolutionnaire est minime. En fait, des comités locaux (Komitehs) exercent le pouvoir dans les villes. Les Moudjahidin et la gauche sont à la direction des universités. Dans les usines, des shoras (conseils d'usines) prennent le contrôle de la production aux mains des anciens collaborateurs du Shah. D'autre part, deux organes politiques concurrents supervisent d'en haut ce processus. D'un côté, le gouvernement provisoire est dirigé par Bazargan, un islamiste « modéré » lié aux tendances modernes de la bourgeoisie. De l'autre, Khomeyni crée le conseil révolutionnaire constitué d'un groupe de religieux et d'intellectuels islamistes proches du monde des bazars.

La tactique de Khomeyni...

Khomeyni et son Parti Républicain Islamique (PRI) passent presque toute l'année 1979 à collaborer avec Bazargan avec comme but de freiner l'influence des shoras dans les usines et des mouvements nationalistes séparatistes. Afin de restaurer l'ordre social, il organise par un discours islamiste des sections du sous-prolétariat des bidonvilles en bandes (Hezbollah) chargées d'imposer la « moralité » islamique (voile pour les femmes, exécutions d'homosexuels) et d'attaquer les activistes de gauche. Mais à l'automne 79, ce sont les partisans de Bazargan qui se renforcent le plus, surtout dans les classes moyennes plus instruites. Leur influence s'étend sur le contrôle de postes clef dans les médias, les organismes d'État et les institutions éducatives. De plus, malgré les vagues successives de répression, la gauche est toujours majoritaire dans les universités et les shoras organisent encore grèves, sit-in et occupations. Le PRI change alors d'orientation politique en sur la base des revendications populaire à l'encontre des ingérences étrangères (Bazargan ayant rétabli de nouvelles relations avec les États-Unis).

En novembre 1979, le PRI regroupe des étudiants hors de l'influence des Feddayins et des Moudjahidin qui prennent en otage l'ambassade des États-Unis, se confrontant à la première puissance impérialiste du monde. Sa vision de l'islam se pose alors en une alternative anti-impérialiste

contre une culture occidentale envahissante. En même temps, le PRI radicalise sa politique sur les lieux de travail. Par sa nouvelle popularité, il pousse à la destitution des patrons et installe des « patrons islamiques » en lien avec les conseils islamiques (dont la gauche est exclue d'office). Khomeyni et ses partisans se créent ainsi une base bien plus large. L'industrie, les médias, l'armée et la police, commencent à être contrôlés par une nouvelle couche sociale, dont la carrière dépend de leur capacité à défendre la version khomeyniste de l'islam. Le

secret de son succès est de lier l'enthousiasme religieux à l'avancement personnel, les postes à pourvoir étant considérables depuis la révolution et les destitutions. Cette orientation lui permet d'obtenir les faveurs de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia islamiste.

...ou la défaite du mouvement ouvrier

En effet, lors d'une période post-révolutionnaire où la classe dirigeante en place est trop faible pour se maintenir au pouvoir, et où la classe ouvrière ne dispose pas d'organisation indépendante qui lui permettrait de prendre la tête du mouvement, certaines fractions de l'intelligentsia peuvent alors s'emparer du pouvoir, au nom de la mission dont elles se sentent investies: celle de résoudre les problèmes de la société dans son ensemble. Ce processus est encore plus évident dans un contexte d'arriération générale économique, sociale et culturelle des masses. Mais il n'est en aucune façon intrinsèque à l'islam. Cette analyse correspond aussi à l'attraction exercée par le stalinisme, le maoïsme ou le castrisme dans certains pays du Tiers-monde.

Comme on l'a vu, la réussite de cette

méthode réside dans la faiblesse du mouvement ouvrier. Objectivement, son manque d'organisation résulte de sa division entre les travailleurs des grandes usines modernes (sans tradition de lutte ancrée)

et ceux des petits ateliers traditionnels beaucoup plus nombreux et plus proches de la petite bourgeoisie. Malgré leur rôle central dans le renversement du Shah puis dans la lutte contre le patronat, les shoras n'ont pas su se coordonner et s'organiser de façon à donner une direction pour l'ensemble des exploités et des opprimés. Les conseils d'usines ne devinrent jamais des conseils ouvriers établis sur le modèle

des soviets russes de 1905 et 1917. C'est cette faiblesse qui les empêche d'entraîner derrière eux la masse des journaliers, des travailleurs indépendants, des artisans et des commerçants totalement paupérisés, se faisant ainsi voler la révolution en l'espace de deux ans.

Les organisations de gauche avaient un rôle décisif pour pousser vers cette dynamique. Mais les Feddayins et les Moudjahidin se perdirent dans des luttes sectaires et des alliances erronées (1). L'échec de la révolution n'est pas à imputer à l'islam, mais à l'absence de stratégie des organisations socialistes, qui a empêché de donner à une classe ouvrière inexpérimentée mais très combative la direction politique dont elle avait besoin.

Rodolphe, [Jussieu]

Notes

(1) Ils fondaient leur stratégie sur une guérilla incompréhensible, négligeaient l'action dans les usines, n'étaient pas solidaires entre eux, s'alliaient avec la bourgeoisie libérale. Cette alliance était une tentative désespérée pour renverser le régime. Elle échoua par son manque de relais dans les masses et se transforma en vagues d'attentats qui fournirent un prétexte pour réprimer la gauche.

Cet article est très inspiré par le texte de Chris Harman dans Le prophète et le prolétariat, disponible sur <http://www.swp.org.uk/archive.php>

Bush ne sait que faire

Le président américain a réuni les 12 et 13 juin une table ronde dans sa résidence de Camp David, entièrement consacrée à l'Irak. Cette réunion se tient alors que la situation catastrophique irakienne ne semble pas devoir se résorber, que le peuple étasunien demande le retrait des troupes et que Bush est en chute libre dans les sondages.

Autour de lui, l'ensemble du gratin gouvernemental: ministres, conseillers, expert, état-major militaire devant officiellement « évaluer le soutien américain après la formation du gouvernement d'al-Maliki. »

Ce véritable « conseil de guerre » n'a pourtant pas débouché sur un calendrier de retrait des 130 000 soldats américains.

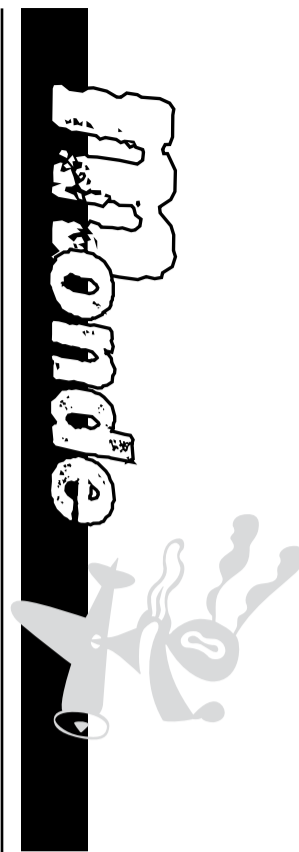
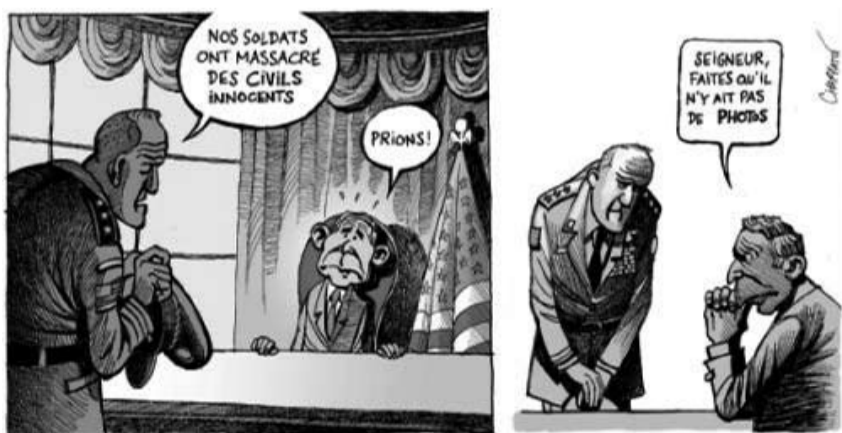
Seul le général Casey, qui commande le contingent américain en Irak, a osé évoquer un retrait des troupes dans les prochains mois, si les forces de sécurité irakiennes se montraient « à la hauteur. » Quant au conseiller irakien à la sécurité nationale, Mowaffak Al-Rubaie, il annonce que la force d'occupation comprendra « probablement » moins de 100 000 hommes, contre 150 000 actuellement, avant la fin de l'année.

Une seule chose est sûre: la détermination de la résistance combinée au travail du mouvement anti-guerre international (et notamment américain) commence à freiner sérieusement les ardeurs et les velléités de Bush sur l'Irak et le reste du monde. Reste à continuer à construire ce mouvement, pour le retrait des troupes et contre toute attaque sur l'Irak.

JB, [Nanterre]



inondé les villes. Des grèves éclatent dans les usines, les champs pétrolifères sont bloqués, les bidonvilles se révoltent ! Face à la montée de ce mouvement populaire, le régime liberticide du Shah ne donne qu'une réponse: une répression violente et meurtrière. Des suites de l'écrasement des bidonvilles, les commémorations des victimes s'enchaînent et se transforment en un cycle de manifestations à l'encontre du monarque. La confrontation avec la police et l'armée devient de plus en plus féroce. Mais la lutte contre le régime ne s'arrête pas aux travailleurs. D'autres composantes rentrent dans la bataille: les femmes luttant pour leurs droits, des minorités ethniques (Kurdistan, Khûzistân) pour leur auto-détermination, les étudiants et intellectuels. Puis, l'insurrection se propage au sein même de l'armée lorsque



Manifestations anti-OTAN en Ukraine

Alors que le président ukrainien Viktor Iouchtchenko avait fait de l'adhésion à l'OTAN une priorité de son mandat, quelque 200 réservistes américains venus préparer des manœuvres américano-ukrainiennes ont été contraints de quitter l'Ukraine le 11 juin sans avoir pu accomplir leur mission. Des centaines de manifestants anti-OTAN avaient en effet bloqué plusieurs jours les Américains en Crimée, leur jetant des pierres et des « Yankees, go home! ». Les Américains retranchés dans un sanatorium sont partis après avoir été « libérés » par l'armée ukrainienne.

L'Indonésie dénonce le « raquette » israélien

Le gouvernement indonésien hésite encore à envoyer son équipe de Tennis en Israël pour disputer les éliminatoires de la Fed Cup les 15 et 16 juillet prochains. Pour quelle raison? À cause de « l'action militaire excessive déployée par les forces israéliennes dans la bande de Gaza », a expliqué Desra Percaya, un porte-parole du ministère indonésien des Affaires étrangères. Saluons l'esprit sportif!

L'Indonésie avait initialement demandé que la rencontre soit déplacée dans un pays neutre, mais cette requête avait été refusée par la Fédération internationale de tennis.

Break the Wall

En juin dernier, Roger Waters, membre du groupe légendaire Pink Floyd, a refusé de se produire à Tel Aviv en raison de son opposition à la politique israélienne. Le vétéran du rock anglais a préféré s'installer près d'un village mixte arabe et juif dans le centre d'Israël. Concert durant lequel il a appelé les 50 000 Israéliens venus l'applaudir à abattre le « mur » en cours de construction entre l'État hébreu et la Cisjordanie.

À son arrivée en Israël, Waters s'était rendu au pied de la « barrière de séparation » à Bethléem, en Cisjordanie, et muni d'une bombe de peinture rouge, avait inscrit sur le « mur »: « no thought control » (pas de contrôle de la pensée), tirés de l'album phare du groupe « The Wall ». Ce mur « me remplit d'horreur », avait-il déclaré aux journalistes. Bravo l'artiste!

Des nouvelles de Sharon

Après près de 6 mois de coma, Sharon a été transféré au centre médical de longue durée Sheba de l'hôpital Tel Hashomer... Autrement dit, le boucher-devenu-légume a été mis au frigo... Espérons qu'il n'en sorte pas de sitôt!

Luttes étudiantes internationales :

Une nouvelle génération

Étudiant : la classe dirigeante à un projet pour toi !

Lycéens, étudiants, la classe dirigeante s'occupe de votre avenir... En effet, l'éducation n'échappe pas au rouleau compresseur libéral ainsi la stratégie de Lisbonne parle d' « économie de la connaissance ». Les LMD, Pacte pour la Recherche et loi Fillon ne sont que différentes facettes de cette politique.

Celle-ci pourrait se résumer à trois mots d'ordre : baisse des qualifications, professionnalisation et marchandisation.

Baisse des qualifications...

Le premier volet se résume finalement à ce qui pourrait être qualifié de grande braderie sur les formations et les diplômes qui en résultent. Ainsi, aujourd'hui l'éducation ne consisterait qu'en une accumulation de compétences et non plus comme une formation avec de véritables qualifications. Ce que l'on peut entendre pour légitimer cette mutation est que la société, depuis les années 70 n'a plus besoin d'autant de travailleurs qualifiés. On privilégie dès lors le savoir faire. Bien sûr, nous n'avons pas à nous inquiéter pour l'avenir du pays, les futurs cadres et « entrepreneurs », eux, pourront aller dans des lycées et des universités d'élite ; tandis

que les autres acquerront un « socle minimum de connaissance » qui, paraît-il sera amplement suffisant.

... Professionnalisation...

Le second volet est la professionnalisation. Sous couvert d'une meilleure insertion professionnelle, elle intègre le système éducatif devant ainsi développer « l'employabilité » du futur salarié. Face au développement du chômage de masse et particulièrement de celui des jeunes se développe l'idée que l'école et surtout l'enseignement supérieur en est l'unique responsable. Bien sûr, à aucun moment on ne remet en cause les stratégies d'embauche des employeurs. C'est sûr que si l'éducation nationale se charge elle-même de former les futurs travailleurs et si l'État permet de les employer gratuitement ou pour des salaires de misère, cela ne peut que convenir aux patrons... et encore ils n'ont l'air tout à fait satisfaits ! Aujourd'hui, c'est au salarié ou futur salarié de s'adapter.

... et marchandisation.

Enfin, le dernier dogme du triptyque est la marchandisation. Eh, oui, l'éduca-

tion est bien une marchandise comme les autres. Tout se monnaie, l'entrée dans les universités ne déroge pas à la règle. Dans le même ordre d'idée les facs privées se multiplient et désormais des instituts privés pourront délivrer eux-mêmes des doctorats. On revient ainsi au premier volet, l'accès restreint à la connaissance pour la majorité.

Une stratégie qui est loin d'être cachée

Toutefois ceux qui nous gouvernent ne se contentent pas seulement d'élaborer des stratégies, ils anticipent également nos mobilisations. Voici un extrait des cahiers de politique économique de l'OCDE : « On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités ; mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves, ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement (...). Cela se fait au coup par coup (...) de sorte qu'on évite un mécontentement général de la population ». Ils sont clairs et directs, soyons le aussi.

Hélène [Metz]

Mouvement lycéen au Chili

Depuis sa victoire aux élections chiliennes, la socialiste Michelle Bachelet était devenue une sorte de modèle que bon nombre de responsables européens sont venus saluer. Ségolène, Michelle, même combat, mais pas forcément même victoire. En tout cas, ces derniers jours, le modèle s'est quelque peu effrité.

Le Chili connaît en effet une des mobilisations de la jeunesse comme il n'en avait pas connu depuis 34 ans. 800 000 élèves du secondaire sont en grève contre une loi organique datant de Pinochet, qui donne aux municipalités la responsabilité de gérer les écoles, aggravant ainsi les inégalités entre élèves de différentes villes. Soutenus par une grande majorité de la population, solidaire de leurs combats, les jeunes sont descendus dans la rue et, là, ils ont été confrontés à une répression policière d'une rare violence. Des dizaines de jeunes ont été blessés, alors que le ministre de l'Éducation refusait tout dialogue.

L'indignation de la population face à de telles violences fut telle que les carabiniers ont dû reconnaître des « excès injustifiables » et que Michelle Bachelet a dû demander la mise à pied du chef de la police antiémeute et promettre quelques réformes, jugées insuffisantes par les dirigeants lycéens. Lundi 5 juin, ce sont les universités qui ont rejoint le mouvement en signe de solidarité. Et dire qu'il y en a encore qui font la confusion entre une matraque de gauche et une matraque de droite...

Note
Article publié dans Rouge du 8 juin 2006

Italie : étudiants en lutte contre la loi de réforme universitaire (octobre 2005)

Alors que les parlementaires se réunissaient à Rome pour approuver le projet de loi de réforme universitaire ultra-libéral « Moratti », 100 000 étudiants, chercheurs et enseignants envahissaient le centre de Rome. Une partie d'entre eux, en majorité étudiante, se dirigeait vers la Chambre des députés. Les forces de Police, dépassées par l'ampleur du mouvement n'étaient pas parvenues à barrer le passage aux manifestants.

Allemagne : contestation étudiante contre l'augmentation des frais d'inscription (Avril/mai 2006)

Après que les gouvernements de droite en Bade-Wuerttemberg, Bavière et Basse-Saxe ont adopté l'augmentation des frais d'inscription de 500 % un mouvement d'ampleur se déclenche en Allemagne.

Parmi les traits caractéristiques du mouvement, on dénombre une trentaine d'actions d'occupations de rectorats, universités ou lieux de pouvoir (dont l'invasion des Sénats à Bochum et Cologne, les occupations d'universités et de bâtiments administratifs à Cologne, Siegen et Duisburg, celle du ministère régional de l'éducation à Hambourg ou celle de la centrale du parti ultra-libéral FDP de Cologne), de nombreuses actions de blocage de voies de circulation, trams, etc. et une AG exceptionnelle réunissant plus de 6 000 étudiant(e)s à Frankfurt. Mais aussi des universités évacuées : Duisburg, Bochum, de nombreuses arrestations... Congrès de la NUS en Grande-Bretagne

Angleterre : Le respect secoue les bureaucrates...

Student Respect, la section étudiante de la coalition de gauche radicale britannique, a défié la direction de l'Union nationale des étudiants (NUS, principal syndicat étudiant) lors du congrès annuel. L'impact fantastique que les délégués ont eu dans la conférence est représentatif du succès qu'ont les groupes locaux sur les campus, après seulement deux ans d'existence. Ceux-ci ont obtenu un nombre considérable de voix, dépassant notamment les délégués du Labour de Blair. Le groupe Respect est de loin la plus grande force à la gauche de la direction de la NUS.

Un temps fort de la conférence a été l'intervention de notre camarade Christakis, étudiant à Paris 3 - Censier, qui a parlé du mouvement anti-CPE en France.

Les militants de Respect ont appuyé l'appel à une manifestation nationale contre les frais d'inscription, et le lancement d'une campagne anti-raciste.

Si l'influence des étudiants de droite et du Labour est encore forte, l'impact des étudiants de Respect est un bon signe. Pour l'année prochaine, un seul objectif : devenir majoritaire pour faire de la NUS un vrai syndicat combatif !

Au Danemark, les jeunes contre le plan d'austérité

Plus de 100 000 personnes — 140 000 selon les organisateurs — ont manifesté à Copenhague et dans quatre autres villes le 17 mai 2006. Il s'agit des plus grandes manifestations depuis plus de vingt ans — le résultat de l'unité entre les syndicats et les organisations des étudiants.

Les manifestants se sont mobilisés contre le projet de loi visant à « réformer l'assistance sociale », que le gouvernement bourgeois a rendu public début avril et qui est en cours de négociations au sein du Parlement. Pour pouvoir le faire adopter les deux partis gouvernementaux — le Parti libéral et le Parti conservateur — ont besoin du vote des députés du Parti du peuple danois (extrême droite) ou de ceux du Parti social-démocrate.

Le projet de loi est une attaque frontale contre les acquis sociaux des travailleurs danois : il prévoit de retarder l'âge de la retraite (de 65 ans actuellement à 67 ans s'il est adopté), d'imposer aux chômeurs des programmes de formation obligatoire (actuellement ils peuvent refuser l'offre qui leur est proposée s'ils aspirent à une autre formation), de réduire les allocations de chômage pour les jeunes travailleurs ainsi

que les allocations d'études. De façon générale, il vise à forcer les travailleurs à travailler plus longtemps en réduisant leurs revenus, tout cela bien évidemment au nom de la « préservation des acquis dans l'avenir ».

L'Alliance Rouge-Verte a dénoncé les pré-supposés à l'origine de ce projet, arguant que l'argent pour préserver et même pour améliorer les acquis sociaux existe parfaitement, maintenant et dans le futur. L'ARV joue un rôle actif dans les mobilisations. Au Parlement, l'ARV en commun avec le Parti socialiste populaire a rejeté ces « réformes », alors que la social-démocratie s'est divisée sur la question. Même si la présidente du Parti social-démocrate a rejoint la manifestation à Copenhague, elle est en train de négocier un accord avec le gouvernement. L'ARV pour sa part a introduit dans les mots d'ordre celui exigeant de la social-démocratie qu'elle refuse tout accord avec le gouvernement bourgeois.

Aage Skovrind, [Danemark]

Notes
- Aage Skovrind est le chargé de presse de



Un choix ambitieux

La Conférence nationale a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux d'élaboration du Manifeste de la LCR, dont la rédaction s'est échelonnée sur maintenant quelques années. Mais, bien sûr, c'est la définition de l'orientation pour les échéances électorales du printemps 2007 qui a été au centre des débats. Quelle réponse politique donner au sentiment unitaire né de la campagne contre la Constitution européenne mais aussi à l'ampleur des enjeux de résistance et de rupture exprimés par la révolte des banlieues ou la victoire contre le CPE? Trois orientations étaient proposées au vote des militants.

Le débat

La plateforme A (57,61 %) proposait de lancer, dès maintenant, la candidature d'Olivier, de poursuivre la bataille unitaire, y compris en participant comme observateur au collectif national pour des candidatures unitaires, mais elle s'opposait à

la signature de l'appel constitutif, celui-ci ne tranchant pas clairement sur l'impossibilité d'une alliance parlementaire ou gouvernementale avec le PS.

La plateforme B (35,92 %) opposée à l'annonce de la candidature d'Olivier - estimant que celle-ci était contradictoire avec la poursuite de la recherche de candidatures unitaires - était pour signer l'appel et siéger au collectif national.

La plateforme C (4,22 %) était pour qu'Olivier ne soit que pré-candidat. Elle considérait l'appel comme non signable, mais préconisait une participation au collectif national.

Trois plateformes particulières, croisant et mêlant des analyses de chacune des plateformes nationales ont recueilli 2,24 %.

La décision

Sur la base de ces votes, exprimant la volonté de l'organisation, les débats de la Conférence nationale elle-même ont permis d'avancer et d'adopter, à une très

large majorité (81 % favorables et 19 % d'abstentions), une déclaration précisant son orientation. Olivier est désormais candidat de la LCR et sa campagne commence dès maintenant.

Il défendra une alternative anticapitaliste, en écho aux luttes de résistance des travailleurs et de la jeunesse, contre le MEDEF, la droite et l'extrême droite, sans la moindre concession au social-libéralisme, autour d'un programme de mesures d'urgences sociales et démocratiques. La LCR - et elle est bien la seule organisation à le faire! - annonce sans ambiguïté que cette candidature serait retirée si les conditions d'une candidature unitaire - un accord politique excluant toute alliance parlementaire ou gouvernementale avec la direction du PS - étaient réalisées. Pour y parvenir, la LCR poursuit - avec la volonté d'aboutir - la confrontation unitaire dans toutes les structures existantes, y compris en participant à



© Franck Houlgatte

part entière au collectif national pour des candidatures unitaires mais, bien sûr, sans signer l'appel. L'ensemble de ces décisions définit la feuille de route de la LCR, autour d'un projet ambitieux: rassembler la gauche anticapitaliste, non pour servir de caution à une nouvelle gauche plurielle, mais pour construire, enfin, une gauche aussi fidèle au monde du travail que la droite l'est au patronat.

François Duval, |Bureau Politique de la LCR|

PS en 2007: on prend les mêmes et on recommence?

Depuis 2002 et le rejet dans les urnes de la politique menée par le gouvernement Jospin, le Parti Socialiste n'a guère changé. Montrant une opposition de façade au gouvernement UMP, le PS est même allé jusqu'à faire la promotion d'une Constitution européenne ultra-libérale, main dans la main avec la droite. Mais voilà 2007 et les échéances électorales qui s'annoncent, c'est l'occasion de revenir aux affaires pour les socialistes. Après de nombreuses années d'alternances et un faible crédit dans l'opinion publique, le PS doit redorer son blason en se démarquant de la politique de l'actuel gouvernement: « Ce sera un choix décisif avec une confrontation politique claire » annonce le programme fourre-tout du parti social libéral pour 2007.

P comme poudre aux yeux, S comme Spectacle

Après le théâtre dramatique parlementaire, le cirque est de retour et les mêmes acteurs sont en pistes: la ronde des éléphants candidats du PS à peine commencée, que déjà l'acrobate Ségolène Royal fait le spectacle avec ses petites phrases populistes et démagogiques. Se plaçant sur le terrain sécuritaire, elle préconise « la mise sous tutelle des allocations familiales, l'enfermement des jeunes scolarisés qui posent problème et l'embrigadement militaire ». À son tour, le PS chasse sur les terres de la droite extrême pour mieux jouer à la balançoire avec Sarkozy. Un coup à gauche, un coup à droite. Ses « solutions » se situent dans le cadre d'un social-libéralisme sécuritaire. Pourtant l'origine de ce qu'elle appelle « la délinquance de masse » c'est la pauvreté et la déshérence sociale qui touchent une partie de la jeunesse abandonnée à son

sort par les politiques publiques depuis des dizaines d'années. L'urgence, c'est une alternative politique qui s'attaque réellement aux questions sociales.

Mise à part ce bien triste spectacle que nous offrent les présidentiables du PS, regardons de plus près quelques thèmes du programme qui servira de base au futur candidat du Parti Socialiste.

P comme Programme, S comme Sans intérêt

Tout d'abord le PS veut « stimuler » le pouvoir d'achat, pour cela il propose d'instituer une « Conférence nationale annuelle tripartite ». Mission: « Débattre des orientations et des propositions en termes de politique salariale pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée. » Depuis deux décennies, la part des salaires dans la valeur ajoutée a reculé de 10 %, à l'avantage des profits. S'il veut ainsi revaloriser la négociation sociale (qui tourne le plus souvent à l'avantage du patronat) et ignorer la puissance des mobilisations sociales, le PS ne mentionne guère de propositions précises pour réaliser ce rééquilibrage, hormis le relèvement du SMIC à 1500 euros brut (au lieu de 1254 euros brut aujourd'hui) « avant la fin de la législature ». Proposition tout bonnement ridicule puisque cet objectif serait de toute façon atteint par le simple prolongement sur cinq ans du rythme actuel d'augmentation.

Au niveau des services publics et de l'éducation, rien n'est avancé sur de nouveaux moyens dans l'Éducation Nationale pour faire face aux classes surchargées. En outre, le PS défend les idées d'une « rénovation de l'université », ou encore d'un « contrôle 100 % public d'EDF. » Reste que le programme ne propose pas de défaire la politique de privatisation de la droite ni... du gouvernement Jospin. C'est quand même ce dernier qui avait privatisé France Télécoms et EDF! De la même manière, le PS ne prône aucune remise en cause de l'ouverture à la concurrence dont l'expérience montre pourtant qu'elle est fort préjudiciable au service public. Enfin, sur la question pourtant décisive du

financement des services publics et de la politique budgétaire, le programme du PS reste là encore très flou.

P comme Paroles, S comme Salades

En sortant son projet, la direction du PS a le mérite de la franchise en confirmant qu'elle voudrait le changement, mais sans rompre avec l'économie de marché et la mondialisation libérale. Elle prouve qu'elle est capable de temps en temps de se saisir d'une façon positive d'une question sociale (par exemple, les droits des LGBT, même si les propositions du PS sont bien en deçà des revendications du mouvement) mais qu'elle se montre incapable d'apporter une aide aux travailleurs sur



l'essentiel, à savoir modifier le rapport de forces entre travailleurs et patrons. Elle n'a rien retenu de sa défaite à la présidentielle et signifie ainsi que revenue au pouvoir, elle ne changera rien, tournant le dos aux aspirations des jeunes et des travailleurs, une fois de plus.

Section JCR, |Le Mans|

Ca bouge à l'extrême droite?

Alors que le PS assume les propos réacs de Ségolène Royal sur les « valeurs traditionnelles » que sont le travail, la famille et la patrie, et que l'UMP, par le biais des discours très limites de son président Nicolas Sarkozy et surtout par la politique mise en place par le gouvernement depuis 2002, semble revenir à ce qu'était la droite d'avant-guerre (ultra-libérale, nationaliste et ouvertement raciste), l'extrême droite sent à juste titre qu'on marche sur ses plates-bandes. Il est évident que le glissement à droite de l'échiquier politique « traditionnel » (PS/UMP) n'a pour but que de gagner ou de regagner l'électorat d'extrême droite en vue des échéances de 2007.

L'extrême droite tient à son image!

C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter l'appel à « l'union des patriotes » lancé le 1er mai par Le Pen. Le vieux chef du plus important parti d'extrême droite parlementaire que la France ait connu tente ainsi, d'une part, de faire rentrer au bercail tous les « félons » qui avaient suivi Bruno Mégret dans l'aventure MNR en 1999 (emportant avec eux les deux tiers de l'appareil du FN, ce dont celui-ci ne s'est jamais remis), mais aussi de faire un appel du pied au MPF de Philippe de Villiers pour 2007. Ce qui constitue un revirement de Le Pen, qui traitait encore il y a peu le leader

traditionaliste catholique de complice de la droite classique, dont la tactique d'alliance ponctuelle avec les milieux juifs de droite et d'extrême droite pour mieux dénoncer « l'islamisation » du pays (notamment lors de l'affaire Halimi) n'a jamais été celle du FN, qui a toujours dénoncé l'immigration en tant que telle. D'où les réticences d'une grande partie de celui-ci quant à une éventuelle alliance avec le MPF.

Un constat alarmant

D'autant plus que, si on en croit les sondages, le FN, à moins d'un an des échéances présidentielles, n'a jamais eu autant d'intentions de vote déclarées: de 12 à 13 %, alors qu'à la même époque en 2001, il n'atteignait « que » 8 à 9 %. Alors, l'appel de Le Pen ne viserait-il pas, plutôt qu'à une alliance FN/MPF en tant que telle (ce qui reste peu probable, tant les frontistes crachent publiquement sur De Villiers), tout simplement à renforcer son parti qui en a bien besoin, tant sa structure militante est faible comparée à son potentiel électoral? Ce qui est sûr, c'est que sans une alternative crédible aux politiques menées par l'UMP et qui ne sont pas remises en cause fondamentalement par le PS, la France se dirige droit vers un 21 avril bis.

Romain, |Censier|



Le projet d'Azouz Begag

Azouz Begag: « Je veux faire de la France le Brésil de demain. » Le sous-ministre, auteur de la loi sur l'Égalité des chances prend le Brésil comme un modèle de brassage des cultures... Mais celui qui est né et a grandi dans les bidonvilles où l'on parquait les immigrés algériens semble oublier que c'est dans ces bidonvilles que vivent les Brésiliens les plus pauvres... À moins qu'en bon négatif, il ne veuille les restaurer en France.

Enfin une bonne nouvelle

Le député UMP Daniel Mach a été débouté suite à une plainte déposée contre le rappeur Monsieur R. La plainte a été jugée irrecevable. Mach avait été choqué par les paroles de la chanson la FranSse, ainsi que par le clip qui montre des images (réelles) de l'armée française tirant sur la population ivoirienne et de Chirac rencontrant le dictateur Mobutu au Zaïre... Mais en attendant, le clip est toujours censuré.

Bonne nouvelle 2

Un parent d'élève, policier de profession, a été condamné le 15 juin par le tribunal d'Aix-en-Provence pour avoir frappé un professeur pendant le mouvement lycéen de 2005. Lors du blocage du lycée Emile Zola à Aix, le père et fic zélé avait fracturé la mâchoire d'un professeur syndicaliste, l'envoyant à l'hôpital cinq jours, avec 45 jours d'arrêt de travail. Il avait aussi frappé une surveillante. En tout, il s'en tire avec 2000 euros de dommages pour le prof, 800 pour la surveillante et un euro symbolique pour le syndicat SNES, qui s'était constitué partie civile. Toujours moins que pour beaucoup de militants anti-Fillon ou anti-CPE qui n'ont, eux, blessé personne.

Chansons à l'école

Deux institutrices de Granville (Manche) ont été mutées par l'inspection pour avoir voulu apprendre à leurs élèves la chanson « La boulette » de Diam's. On notera dans les paroles: « Nan, nan, c'est pas l'école qui m'a dicté mes codes » ou encore « Y a comme un goût d'Afrique dans les caisses de la France/Y a comme un goût de déme-démaço dans la bouche de Sarko. » Pour l'inspecteur de la circonscription, « les paroles de cette chanson sont incompréhensibles pour des enfants de sept ans et scandaleuses dans les mots. » Incompréhensibles, certes, mais les sont-elles plus que le « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » qu'apprennent tous les enfants?





Débats sur l'antilibéralisme

Les 24 et 25 juin derniers, s'est tenue une Conférence Nationale (CN) de la LCR. Les CN servent à décider d'une orientation sur un sujet précis, en l'occurrence, ce que fera la LCR aux élections de 2007. Chaque militant participe aux débats, peut écrire des textes, soumettre des propositions au vote, etc. Les militants qui sont d'accords entre eux peuvent se regrouper sur des « Plateformes. »

Les JCR sont une organisation autonome de la LCR, mais en solidarité politique avec elle. Aussi, nos débats peuvent se retrouver, même si les enjeux ne sont pas les mêmes (par exemple, les JCR ne se présentent pas aux élections, mais participent à la campagne électorale). De plus, beaucoup de militants des JCR sont également militants de la LCR. Pour cette raison, nous avons décidé de consacrer cette page aux débats qui nous traversent, sur la question des élections, mais aussi plus largement de nos tâches actuelles.



Qu'est-ce que l'antilibéralisme ?

Ce serait un courant large, incluant tous les partisans du NON de gauche: gauches du PS et des Verts, PCF, extrême gauche, syndicalistes...

Mais les gauches du PS ont fait la synthèse avec leur direction au dernier congrès, et ont cosigné son programme électoral. Et le PCF appelle sans relâche à l'unité de toute la gauche, au-delà de tous les désaccords. Ce qui fait de l'antilibéralisme un clivage...flou.

Ce n'est pas non plus très clair en termes de projet de société. Entre l'aménagement « humanitaire » du libéralisme (PS), et la volonté d'en finir avec le système actuel basé sur le profit (anticapitalisme), l'antilibéralisme correspond... au milieu! C'est-à-dire le retour à un capitalisme régulé et « social » (services publics, protection sociale...).

Pendant la révolte des banlieues, le clivage n'était pas entre libéraux et anti-libéraux, mais entre les partisans du retour à l'ordre et de l'intervention de la police dans les quartiers (PS, PCF...), et les partisans du soutien aux « émeutiers » et du retrait des forces de répression (extrême gauche, et non-organisés).

Pendant le mouvement contre le CPE, il y avait ceux qui ne voulaient mobiliser que les jeunes, que sur le CPE, le tout dirigé par les organisations (UNEF, UNL, JCR...), et ceux qui portaient du CPE pour construire une grève générale contre le gouvernement, en s'appuyant sur les AG (extrême gauche, et non-organisés).

Alors, posons nous une seule question: si l'antilibéralisme ne correspond ni à un projet de société commun aux courants qui

le composent, ni à une stratégie commune dans les luttes, à quoi correspond-il?

Il est vrai que nous nous retrouvons plus souvent à militer aux côtés de partisans du NON. Mais nous voulons travailler avec tout le monde, même des partisans du OUI, pour construire des mobilisations.

Quant à une alliance politique, il faut un minimum d'accord sur des questions aussi centrales que les institutions (est-ce par en haut que l'on change la société?), les crises politiques (retour à l'ordre ou approfondissement de la crise?), la participation ou non à un gouvernement avec la direction du PS...

Haim, [Nanterre]

Rien ne peut plus continuer comme avant...!

La Conférence Nationale de la LCR a voté à 81 % pour présenter son candidat aux présidentielles. ET pour « militer dans le collectif d'initiative national et dans les collectifs locaux pour des candidatures unitaires ». En cas d'aboutissement et de clarifications vis-à-vis du PS, la LCR retirerait alors sa candidature.

Cette volonté d'alliance électorale, et plus largement celle d'un regroupement à la gauche du PS, peut paraître contradictoire avec l'identité révolutionnaire. Tout comme le fait même de participer à la présidentielle...

Mais il s'agit aujourd'hui de définir et d'appliquer une stratégie basée sur l'analyse de la période actuelle. Les candidatures unitaires et le regroupement sont une étape motrice dans la radicalisation et la politisation des masses.

Le NON à la constitution le 29 mai 2005 a été le premier révélateur à une échelle de masse: le PS s'est identifié en faveur de ce projet libéral, une démarche unitaire a permis la construction d'un millier de collectifs analysant et luttant contre ce texte, ce vote était un vote de classe (majoritaire chez les ouvriers, les précaires, les jeunes...) qui a vaincu une élite politique et médiatique.

De même, les mouvements lycéen et anti-CPE ont montré qu'il est possible et nécessaire de faire de la politique autrement, par en bas...L'auto organisation a permis de donner confiance, d'entraîner les travailleurs et de gagner. Un autre élément caractéristique est celui de la nécessité de se confronter à l'État. Que ce soit lors des émeutes dans les banlieues, les fins de manifs, les blocages, les occupations, on veut changer l'ordre établi.

Une culture de lutte renaît contre les politiques libérales et l'idéologie raciste et discriminatoire qui les accompagne. Alors que la confiance est en train de changer de camp, nous devons la renforcer, et opposer à la stratégie de ceux d'en haut notre propre stratégie.

Celle-ci doit être le produit de l'activité et des débats de ceux qui luttent. Les collectifs anti-libéraux doivent être le cadre de cette stratégie offensive, dans les facs, dans les quartiers. C'est en étant à l'initiative que les révolutionnaires développeront un marxisme vivant. Alors osons!

Rodophe, [Jussieu]
et Sarah, [Saint-Denis].



L'unité et la confrontation.

Depuis 1995 s'exprime une remontrance significative des luttes, dans les grèves, les manifestations, le renouveau du mouvement ouvrier (en France, syndicats FSU, SUD, associations Droit Au Logement, AC! ATTAC...) et une volonté de convergence pour une contestation globale du système libéral, initiée dans les Forums Sociaux altermondialistes.

Cette contestation renaissante est orpheline de perspective politique, sans visée précise de l'alternative à construire. L'ennemi désigné est le libéralisme, et non le mode de production capitaliste; la référence de ceux qui luttent est le capita-

lisme idéalisé des 30 glorieuses et non une conscience socialiste à reconstruire.

Il faut distinguer l'antilibéralisme de ceux qui luttent à la base, qui constitue une première radicalisation progressiste, et l'antilibéralisme de directions (PCF, gauches du PS...) qui prône une politique de collaboration de classes, à travers de vieilles lunes keynésiennes qui satisfieraient tout le monde, patrons compris.

Sous-estimer l'un ou l'autre de ces deux aspects conduit forcément à mal s'orienter, soit en s'adaptant aux réformistes, soit en se contentant de dire que les luttes

– et la fameuse grève générale– suffiront à éclairer les divergences politiques, et vive la révolution.

Pour les mois et les années à venir, nos tâches sont énormes: il s'agit de gagner l'hégémonie dans la nouvelle génération qui se lève, pour la faire passer du rejet du monde tel qu'il est (l'antilibéralisme), à la conscience qu'il faut renverser le système capitaliste. Il faut donc partir de l'antilibéralisme existant, des revendications des luttes, pour démontrer qu'une politique effectivement antilibérale aujourd'hui doit s'en prendre aux profits, à la propriété privée capitaliste et au pouvoir des patrons.

Il faut donc mener la confrontation programmatique, et se battre pour des candidatures unitaires sur ces bases-là; au mieux cette démarche aboutira et le mouvement social –et notre courant en son sein – aura fait d'importants pas en avant; au pire, nous aurons l'acquis d'une clarification politique de toute façon indispensable. C'est vers cette orientation que la LCR penche au sortir de cette CN, très positive.

Sofiane, [Jussieu]

Xavier Lemoine de plus en plus lepéniste

Le maire de Montfermeil (93) qui avait interdit le centre-ville aux groupes de jeunes a déclaré au quotidien israélien Haaretz à propos des musulmans: « Ce sera eux ou nous. S'ils gagnent on est mort. Moi je suis catholique, français et fier de l'être. » L'élu UMP avait quitté le parti de Philippe de Villiers pour rejoindre celui... plus respectable? _ de Sarkozy, mais peu importe l'étiquette: ce n'est décidément pas l'habit qui fait Lemoine...

Cool Raoult!

Quand l'été arrive, les esprits s'échauffent! Ainsi, Eric Raoult, député-maire UMP du Raincy (93) mène depuis juin une campagne contre le string à l'école: « On ne peut pas, dans les écoles de France, être partagé entre d'un côté le voile et, de l'autre, le string », déclarait-il sur LCI. Et si on laissait les jeunes filles décider de leurs tenues librement? Inimaginable pour Raoult qui ajoute: « Il ne faudrait pas que l'autorité parentale se résume à dire aux garçons 'ne mets pas le feu aux voitures' et aux filles 'ne mets pas le feu ailleurs.' » Une si grave misogynie se passe de commentaires.

Cool Raoult 2

Dans la même interview, l'élu UMP défend un appel de soutien à Sarkozy, contre le « laxisme » du Tribunal de Bobigny pendant les révoltes de novembre (qui a pourtant distribué les condamnations à la pelle): « Rien ne justifie que l'on brûle une voiture (...). Intégrer la LCR, entrer dans les ordres, partir se battre à l'étranger: il existe différentes façons d'exprimer sa colère ou sa révolte. » RED tient à remercier Monsieur Raoult de cette publicité pour la LCR, et réaffirme son soutien aux révoltes des banlieues.

mondiale se lève!

Le mouvement que nous avons vécu ces derniers mois est historique. Partout dans le monde, il a été vu comme un exemple par ceux qui refusent le modèle que les classes dirigeantes veulent nous imposer. Il faut dire que la privatisation des facs et des lycées, la dévalorisation des diplômes, la baisse des qualifications, l'augmentation de la précarité et la mise de l'éducation au service des entreprises, cela n'est pas propre à un seul pays.

Mais comme chaque gouvernement et chaque mouvement de résistance a ses spécificités, il convient d'observer ce que font les étudiants et les lycéens qui luttent dans le monde. De même que notre mouvement les a inspirés, nous devons nous aussi apprendre d'eux, pour nos (très) prochaines luttes.

Mouvement étudiant en Grèce

Depuis la fin du mois de Mai, l'écrasante majorité des universités et écoles polytechniques grecques est occupée par des étudiants qui se battent contre un projet de réforme de l'enseignement supérieur du gouvernement de centre-droit. Avec eux, le syndicat du « personnel scientifique » a appelé à la grève reconductible à partir du premier juin. À ce jour (5 juillet) 405 départements sur 451 restent occupés et la grève du « personnel scientifique » est largement suivie. Il n'y aura ni sessions d'examens ni rattrapages, et ce au-delà de la rentrée de septembre, car les étudiants ont affirmé qu'à la rentrée ils continueront comme au mois de juin tant que toute la réforme n'aura pas été retirée. Ce projet de réforme est un parfait éventail

de tout ce que l'agenda néolibéral prévoit pour marchandiser et rentabiliser l'enseignement supérieur et le savoir en général.

Casse de l'éducation

Il s'agit tout d'abord de modifier l'article de la constitution grecque qui stipule que l'éducation doit être publique et gratuite afin de rendre légale la création d'universités privées. Ensuite, il s'agit d'appliquer ce que l'on connaît en France sous le nom de LMD, à l'université grecque: casse du cadre national des diplômes à travers la personnalisation des diplômes. Résultat: les diplômes n'ont pas la même valeur dans le marché du travail. Enfin, le projet de réforme prévoit la suppression de « l'asile universitaire », selon lequel les

universités sont un lieu de parfaite liberté d'expression et qui limite la possibilité pour la police d'y intervenir. Cela revient à interdire toute activité politique dans les facs. À cela, rajoutons qu'en Grèce il n'existe pas de système de bourses étudiantes.

Résistance!

La tradition des mouvements étudiants est très forte en Grèce. Plusieurs des mesures servies aujourd'hui ont été périodiquement mises sur le tapis par plusieurs gouvernements (de droite ou de « gauche ») mais ont toujours été repoussées par des mouvements d'occupations comme en 1991, 1992, 1995, 1998 et 2001. Ainsi, le mouvement actuel a déjà fait recu-

ler le gouvernement qui, en voyant qu'il ne pouvait pas le faire plier sous les coups de matraque des féroces CRS grecs, a « modifié » son projet en expliquant qu'il veut « nouer un dialogue entre partenaires » avant de l'adopter à l'Assemblée.

Mais nos camarades grecs refusent ces duperies. Aucune négociation, mais trois revendications clés: retrait total du projet, une université publique et gratuite pour tous et la démission de la ministre de l'éducation nationale. D'ailleurs, ils l'ont dit dès le départ: « Ici, on fera comme en France! »

Christakis, [Censier]

Interview de Christos, étudiant grec, membre de l'OKDE-Spartakos

(section grecque de la IV^e Internationale)

Cette interview a été réalisée le mois dernier. Elle permet de comprendre un peu mieux l'état d'esprit des jeunes grecs en lutte encore aujourd'hui.

À propos de quels thèmes et revendications le mouvement est-il parti?

Le gouvernement grec veut réformer le statut d'études (un étudiant redoublant plus de deux fois serait renvoyé de l'université, réduction drastique de la possibilité des étudiants de repasser des examens et de progresser d'une année sur l'autre), l'abolition de « l'asile étudiant » (la police n'a jusqu'à présent pas le droit d'intervenir sur les campus), la création des facs privées (il est prévu de modifier la Constitution pour lever l'obstacle juridi-

que...).

Le mouvement étudiant est contre cette loi et se bat aussi pour le retrait de la loi de l'an dernier sur le classement des universités, qui a pour objectif d'harmoniser la durée d'études dans les Universités grecques (de 5 et 6 ans) avec le reste des universités européennes, principalement d'Europe de l'est et d'Angleterre (3 ans). Cette dernière loi était une étape cruciale pour l'amplification du processus de Bologne.

Comment le mouvement se déroule-t-il? (Assemblées générales? Coordination? Grèves? Occupations? Manifestations? Quelles différentes forces politiques dans le mouvement?)

Le mouvement fonctionne en Assemblées générales de chaque UFR d'université (nous appelons cela: union étudiante de - par exemple, de l'école de médecine, de l'école d'ingénieurs, et ainsi de suite). Dans chaque Assemblée générale d'une faculté nous prenons des décisions pour les manifs et occupations de la fac et parfois pour une manifestation nationale à Athènes.

Par exemple le 25 mai, a été un succès, avec une manifestation de 10000 étudiants à Athènes. La semaine suivante nous avons organisé des manifs dans chaque ville. Après le succès de celle du 25 mai, la dynamique était lancée et les manifs ont été très grosses (5000 à Athènes, 6000 à Thessalonica, plus qu'à Athènes, une grande surprise pour nous, 1500 à Patra, 1000 à Iraklio, 1000 à Xanthi, 1000 à Ioannina).

Dans chaque cas ces manifs sont proposées par EAAK (syndicat étudiant grec auquel nous participons) ainsi que tous les autres groupes d'étudiants de la gauche radicale: le groupe étudiant Synaspismos, parti social-démocrate de gauche et (c'était également une surprise pour nous), le groupe étudiant PASOK, le parti social-démocrate qui a été au pouvoir pendant plus de 12 ans (appliquant toute cette politique néo-libérale dans les universités). Leur politique dans ce mouvement est comme celle du PS en France: ils disent généralement qu'ils sont avec les étudiants mais ils ne font rien, et parfois ils votent contre les mobilisations et occupations. Le groupe étudiant du Parti Communiste (KKE), n'a pas pris part au mouvement, en

nous disant qu'il valait mieux préparer les examens... Ils ont essayé d'organiser des manifs à différents moments et endroits, sans respecter les décisions des AG. Mais ces manifestations n'ont jamais réussi, (le 25 mai, ils n'étaient pas plus de 1500) et la semaine d'après ils n'ont rien organisé.

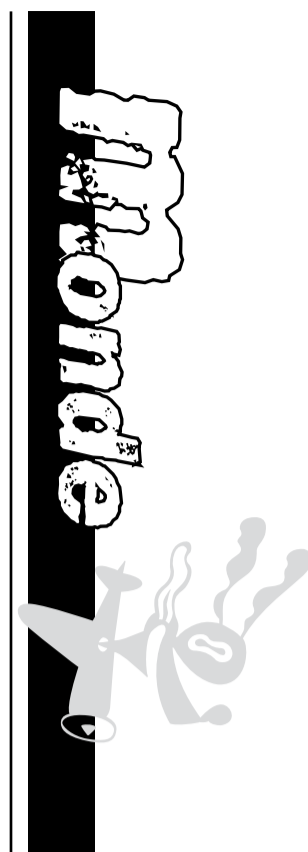
La coordination de ce mouvement s'est constituée comme une Assemblée générale des Assemblées générales de chaque fac, après la manifestation d'Athènes.

Plus des deux tiers des facs ont été occupés. C'est un nombre extrêmement grand... Nous n'avons jamais vécu une telle expérience... C'est probablement parce que les examens de juin ont été reportés à septembre.

Le mouvement français vous a-t-il aidé à commencer le mouvement dans les universités grecques?

Sans aucun doute! Le mouvement sur le CPE était une expérience exemplaire pour nous. Nous nous sommes inspirés de votre combat. Et le plus intéressant est que les étudiants qui n'avaient pas d'expérience de lutte et qui ne participaient pas aux AG et n'étaient pas syndiqués sont entrés dans la lutte après votre mouvement! Nous vous remercions!!!

Propos recueillis par Laure, [Nanterre]



Création d'un syndicat étudiant en Andalousie

L'année scolaire 2005-2006 aura été marquée en Andalousie par le début d'un fort mouvement Universitaire contre la Convergence Européenne d'Éducation Supérieur (également connu comme le Plan Bologne), mais aussi par la création d'une Coordination Andalouse d'Étudiants (CAE) qui on l'espère aboutira à la formation d'un syndicat étudiant en Andalousie. C'est du moins l'orientation de l'Espace Révolutionnaire Andalous (ERA) courant de la IV^e Internationale dans cette région qui s'oppose fortement aux anarchistes (CNT) présent dans ce mouvement qui préconise l'inutilité d'une quelconque coordination s'opposant fermement à la construction d'une organisation syndicale.

Cependant pour nous l'importance de la création de la CAE est fondamentale pour la suite des luttes contre la privatisation de l'université. L'expérience des derniers mouvements étudiants dans l'État Espagnol nous a montré qu'il est impossible de gagner sans organisation et que celle-ci est un outil fondamental lorsqu'il s'agit de transmission d'expérience et de détachement de mouvements.

C'est dans ce sens que nous allons travailler dès le mois d'Octobre, lors de la deuxième Réunion Andalouse de la CAE, dans le but de continuer les mobilisations mais aussi avec l'idée de consolider cette coordination étudiante en syndicat étudiant.

Ruben, [Espace Révolutionnaire Andalous]